

ELEMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED

Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, signée à La Haye, le 15 Novembre 1965.

Convention on the service abroad of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters, signed at The Hague, November 15, 1965.

(ARTICLE 5, ALINEA 4) (ARTICLE 5, FOURTH PARAGRAPH)

Nom et adresse de l'autorité requérante :

Name and address of the requesting authority :

Nous SCP ABCJUSTICE, Huissiers de Justice associés près le Tribunal Judiciaire de Paris (75), y demeurant 6 rue Alain Chartier, Paris 15ème et 26 rue de l'Etoile, Paris 17ème, par l'un d'eux soussigné,

Identité des parties* :

Identity of the parties :*

DEMANDEUR	DESTINATAIRE DE L'ACTE
SAS BEIN SPORTS FRANCE, au capital de 100.010.000,00 Euros inscrite au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 539 007 435 dont le siège social est situé 53, Cours Emile Zola à BOULOGNE BILLANCOURT (92100), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social	Société Cloudflare Inc. 101 Townsend Street, San Francisco, CA 94107 ETATS-UNIS

ACTE JUDICIAIRE ** JUDICIAL DOCUMENT **

Nature et objet de l'acte - *Nature and purpose of the document :*

NOTIFICATION DE JUGEMENT RENDU SELON LA PROCEDURE ACCELEREE AU FOND

Nature et objet de l'instance, le cas échéant, le montant du litige - *Nature and purpose of the proceeding and, where appropriate, the amount in dispute :*

NOTIFICATION DE JUGEMENT RENDU SELON LA PROCEDURE ACCELEREE AU FOND

~~Date et lieu de la comparution ** - Date and place for entering appearance ** :~~

Juridiction qui a rendu la décision ** - *Court which has given judgement ** :*

Tribunal judiciaire de paris

Date de la décision ** - *Date of judgement ** :*

02.05.2025

Indication des délais figurant dans l'acte ** - *Time limits stated in the document ** :*

Deux mois et quinze jours pour former appel à compter de la notification qui sera faite par l'entité requise.

ACTE EXTRAJUDICIAIRE ** EXTRAJUDICIAL DOCUMENT **

~~Nature et objet de l'acte - Nature and purpose of the document :~~

~~Indication des délais figurant dans l'acte ** - Time limits stated in the document ** :~~

* s'il y a lieu, identité et adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte / * if appropriate, identity and address of the person interested in the transmission of the document.

** rayer les mentions inutiles / ** delete if inappropriate

IDENTITE ET ADRESSE DU DESTINATAIRE
IDENTITY AND ADDRESS OF THE RECIPIENT

Société Cloudflare Inc.
101 Townsend Street, San Francisco,
CA 94107
ETATS-UNIS

TRES IMPORTANT

Le document ci-joint est de nature juridique et peut affecter vos droits et obligations. Les «éléments essentiels de l'acte» vous donnent quelques informations sur sa nature et son objet. Il est toutefois indispensable de lire attentivement le texte même du document. Il peut être nécessaire de demander un avis juridique.

Si vos ressources sont insuffisantes, renseignez-vous sur la possibilité d'obtenir l'assistance judiciaire et la consultation juridique soit dans votre pays soit dans le pays d'origine du document.

Les demandes de renseignements sur les possibilités d'obtenir l'assistance judiciaire ou la consultation juridique dans la pays d'origine du document peuvent être adressées :

Bureau d'aide juridictionnelle , 5 quai de l'Horloge TSA 39206 75055 Paris Cedex

IMPORTANT

The enclosed document is of a legal nature and may affect your rights and obligations. The "summary of the document to be served" will give you some information about its nature and purpose. You should however read the document itself carefully. It may be necessary to seek legal advice.

If your financial resources are insufficient you should seek information on the possibility of obtaining legal aid or advice either in the country where you live or in the country where the document was issued.

Enquiries about the availability of legal aid or advice in the country where the document was issued may be directed to :

Bureau d'aide juridictionnelle , 5 quai de l'Horloge TSA 39206 75055 Paris Cedex



**HUISSIERS DE JUSTICE
ASSOCIES
QUALIFIES COMMISSAIRES DE
JUSTICE**

**COURS D'APPEL DE PARIS &
VERSAILLES**

Paris Rive Gauche
6, rue Alain Chartier
75015 PARIS
T. 01 44 17 99 77

contact@abcjustice.com

Associés des Offices de Paris
David BUZY – Vincent ADAM
Margaux CODELUPPI

Domiciliation Bancaire :
Caisse des Dépôts et Consignations
IBAN : FR85 4003 1007 5000 0044 4609 V44
BIC/SWIFT : CDCGFRPPXXX



Paiement en ligne sécurisé par
téléphone et en ligne :
www.abcjustice.com

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**
EXPEDITION



NOTIFICATION DE JUGEMENT RENDU SELON LA PROCEDURE ACCELEREE AU FOND

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ et le SEPT MAI

Nous SCP ABCJUSTICE, Huissiers de Justice associés près le Tribunal Judiciaire de Paris (75), y demeurant 6 rue Alain Chartier, Paris 15ème et 26 rue de l'Etoile, Paris 17ème, par l'un d'eux soussigné,

A :

Société Cloudflare Inc.

101 Townsend Street, San Francisco,
CA 94107
ETATS-UNIS

Où étant et parlant à comme il est dit en fin d'acte

A LA DEMANDE DE

La société belN Sports France, société par actions simplifiée à associé unique, au capital de 10.001.000 euros, immatriculée sous le numéro 539 007 435 RCS Nanterre, dont le siège social est situé à Boulogne-Billancourt Cedex (92650), CS 80031 53 Cours Emile Zola, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège,

Élisant domicile en mon étude,

VOUS NOTIFIE ET VOUS REMETS COPIE :

d'un jugement rendu selon la procédure accélérée au fond contradictoire en premier ressort par le Tribunal judiciaire de PARIS en date du 02 mai 2025 et préalablement notifié à avocat en date du 02 mai 2025.

TRES IMPORTANT

Vous pouvez faire appel de ce jugement devant la Cour d'Appel de PARIS dans le délai de DEUX MOIS ET QUINZE JOURS à compter de la notification qui sera faite par l'entité étrangère requise, en application de l'article 481-1 du Code de procédure civile reproduit ci-après :

« A moins qu'il en soit disposé autrement, lorsqu'il est prévu par la loi ou le règlement qu'il est statué selon la procédure accélérée au fond, la demande est formée, instruite et jugée dans les conditions suivantes :

1° La demande est portée par voie d'assignation à une audience tenue aux jour et heure prévus à cet effet ;
2° Le juge est saisi par la remise d'une copie de l'assignation au greffe avant la date fixée pour l'audience, sous peine de caducité de l'assignation constatée d'office par ordonnance du juge, ou, à défaut, à la requête d'une partie ;

3° Le jour de l'audience, le juge s'assure qu'il s'est écoulé un temps suffisant depuis l'assignation pour que la partie assignée ait pu préparer sa défense. La procédure est orale ;

4° Le juge a la faculté de renvoyer l'affaire devant la formation collégiale, à une audience dont il fixe la date, qui statuera selon la procédure accélérée au fond ;

5° A titre exceptionnel, en cas d'urgence manifeste à raison notamment d'un délai imposé par la loi ou le règlement, le président du tribunal, statuant sur requête, peut autoriser à assigner à une heure qu'il indique, même les jours fériés ou chômés ;

6° Le jugement est exécutoire de droit à titre provisoire dans les conditions prévues aux articles 514-1 à 514-6 ;
7° La décision du juge peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du premier président de la cour d'appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande.

Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours. »

En vertu de l'article 643 du Code de procédure civile, le délai de QUINZE JOURS est augmenté de DEUX MOIS.

Si vous entendez exercer ce recours, vous devez charger un Avocat près cette Cour d'Appel d'accomplir les formalités nécessaires avant l'expiration de ce délai qui est de rigueur.

Vous pouvez consulter sur ce point un Avocat et lui demander de vous assister devant la Cour.

L'auteur d'un recours abusif ou dilatoire peut être condamné à une amende civile et au paiement d'une indemnité à l'autre partie.

**TRIBUNAL
JUDICIAIRE
DE PARIS**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Au nom du Peuple Français

3ème chambre
2ème section

Extrait des minutes du greffe du
tribunal judiciaire de Paris

N° RG 25/03179
N° Portalis
352J-W-B7J-C7KM
Y

N° MINUTE :

10

Assignation du :
21 février 2025

JUGEMENT

rendu le 02 mai 2025

SELON LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE AU FOND
(article 481-1 du code de procédure civile)

DEMANDERESSE

S.A.S.U. BEIN SPORTS FRANCE

53 Cours Emile Zola

92650 BOULOGNE-BILLANCOURT CS 80031 CEDEX

*représentée par Maître Fabienne PANNEAU et Maître Aurélie
PONS du PARTNERSHIPS DLA PIPER FRANCE LLP, avocats au
barreau de PARIS, vestiaire #R0235*

DÉFENDERESSES

Société GOOGLE IRELAND LIMITED

Gordon House, Barrow Street

D04 E5W5 DUBLIN (IRLANDE)

Société GOOGLE LLC

1600 Amphitheatre Parkway Mountain View

CA 94043 (ETATS-UNIS)

*représentées par Maître Alexandra NERI du PARTNERSHIPS
HERBERT SMITH FREEHILLS PARIS LLP, avocats au barreau de
PARIS, avocats postulant, vestiaire #J0025, et Maître Sébastien
PROUST, avocat au barreau de PARIS, avocat plaidant*

S.A.R.L. QUAD9

c/o Switch Werdstrasse 2

8004 ZÜRICH

Non comparante

Copies délivrées le : 02/05/25
Me PANNEAU - R235
Me NERI - J025
Me SCHULER - J010

S.A.R.L. CLOUDFLARE INC.
101 Townsend Street
94107 SAN FRANCISCO (ETATS-UNIS)

*représentée par Maître Marc SCHULER de la SELAS SELAS
VALSAMIDIS AMSALLEM JONATH FLAICHER et ASSOCIES,
avocats au barreau de PARIS, vestiaire #J010*

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Madame Irène BENAC, Vice-Présidente,
assistée de Madame Alice LEFAUCONNIER, Greffière

DEBATS

A l'audience du 03 avril 2025 tenue en audience publique, avis a été donné aux parties que la décision serait rendue le 11 avril 2025, puis prorogé au 02 mai 2025.

JUGEMENT

Rendu publiquement par mise à disposition au greffe
Contradictoire
En premier ressort

EXPOSÉ DU LITIGE

La société beIN Sports France est une entreprise de communication audiovisuelle exploitant plusieurs chaînes de télévision, accessibles au public français par abonnement payant. Elle est notamment spécialisée dans la diffusion en direct et en différé des programmes sportifs, dont la compétition annuelle de tennis, dite « Tournoi WTA » et la compétition annuelle allemande de football, dite « Bundesliga ». L'édition 2024/2025 du tournoi WTA a lieu du 23 décembre 2024 au 10 novembre 2025; et celle de la Bundesliga du 23 août 2024 au 17 mai 2025.

Les sociétés Google Ireland limited et Google LLC (ci-après « les sociétés Google »), Cloudflare et Quad9 sont des fournisseurs de services de résolution de noms de domaine.

Les droits d'exploitation audiovisuelle du tournoi WTA sont détenus par la Women's tennis association, laquelle les a cédés à titre exclusif à la société anglaise Dazn media channels limited pour la diffusion de l'édition 2025 du tournoi. La société Dazn a donné en licence ces droits à la société beIN IP limited à titre exclusif pour la diffusion du tournoi sur l'ensemble du territoire français métropolitain et les territoires français d'outre-mer, sous réserve de certains droits conservés par la société Dazn et par la WTA. La société beIN IP limited a cédé l'ensemble de ces droits à sa filiale beIN Sports France (pièce beIN n°9a, 9b et 9 c).

Les droits d'exploitation audiovisuelle du Bundesliga 2024/2025 sont détenus par la DFL (Deutsche fußball liga), laquelle les a donnés en licence exclusive à la société beIN media group llc pour la France et les

territoires d'outre-mer (pièce beIN n°10a). La société beIN IP limited a accordé ses droits dans leur intégralité à la société beIN Sports France, sa filiale (pièce beIN n°10b).

La société beIN Sports France expose que de nombreux sites internet et services IPTV accessibles depuis la France diffusent de manière quasi-systématique, gratuitement, en streaming et en direct de multiples compétitions sportives.

Les sites et services IPTV concernés sont accessibles par les noms de domaine suivants :

1. sporttvls.com,
2. lshunter.net,
3. premiervt.watch,
4. line.super-signal.com,
5. line.protv.cc,
6. mrc10.in,
7. streamendous.online,
8. techydeals.online,
9. braveo.tv,
10. evdtv.app,
11. mypanel.be,

Dûment autorisée par une ordonnance du 17 février 2025, la société beIN Sports France a, par actes d'huissier délivrés les 21 et 24 février 2025, fait assigner, selon la procédure accélérée au fond, les sociétés Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare et Quad9, devant le délégataire du président de ce tribunal siégeant à l'audience du 03 avril 2025 à 14 heures, en vue d'obtenir la mise en œuvre par ces dernières, en leur qualité de fournisseurs de services de résolution de noms de domaine, des mesures propres à empêcher l'accès par leur utilisateurs à ces sites et services IPTV à partir des territoires français et à faire cesser les atteintes à ses droits.

Aux termes de ses dernières conclusions signifiées le 03 avril 2025 et réitérées oralement, la société beIN Sports France demande au tribunal, au visa des articles L. 333-10 du code du sport et 481-1 et 839 du code de procédure civile, de :

- Juger recevable l'action engagée par la société beIN Sports France sur le fondement de l'article L. 333-10 du code du sport en vue de prévenir une nouvelle atteinte grave et irréversible à ses droits relatifs à l'édition 2025 de la compétition de tennis WTA dont les matchs se déroulent à compter du 23 décembre 2024 et jusqu'au 10 novembre 2025 (date de fin actuellement prévue), et de la compétition de la Bundesliga qui a débuté le 23 août 2024 et qui s'achèvera le 17 mai 2025 (date de fin actuellement prévue) ;

- Juger ses demandes bien fondées ;

En conséquence,

- Débouter les sociétés Cloudflare, Google LLC et Google Ireland limited de l'ensemble de leurs demandes, fins et prétentions ;

- Ordonner aux sociétés Cloudflare, Google LLC, Google Ireland limited et Quad 9 de mettre en œuvre, dans le cadre de leurs services de résolution de noms de domaine respectifs, toutes mesures de blocage propres à empêcher l'accès à partir des territoires français, par tout moyen efficace et notamment par le blocage de noms de domaine et de sous-domaines, aux sites internet et services IPTV accessibles via les noms de domaine ou sous-domaines suivants :

Pour la compétition WTA :

1. sporttvls.com,
2. lshunter.net,
3. premier.tv.watch,
4. line.super-signal.com,
5. line.protv.cc,
6. mrc10.in,

Pour la Bundesliga :

7. streamendous.online,
8. techydeals.online,
9. braveo.tv,
10. evdtv.app,
11. mypanel.be,

- Ordonner aux sociétés Cloudflare, Google LLC, Google Ireland limited et Quad 9 que ces mesures de blocages soient effectives au plus tard 3 jours après la signification du jugement au fond à venir, et ce, jusqu'à la fin du calendrier de l'édition 2025 de la compétition WTA (actuellement prévue le 10 novembre 2025) pour les sites internet et services IPTV concernés, et jusqu'à la fin du calendrier de l'édition 2024-2025 de la Bundesliga (actuellement prévue le 17 mai 2025) pour les sites internet et services IPTV concernés ;

- Juger que les sociétés Cloudflare, Google LLC, Google Ireland limited et Quad 9, devront informer sans délai la société beIN Sports France de la réalisation de ces mesures en lui donnant toutes les informations utiles lui permettant d'apprécier leur mise en œuvre et, le cas échéant, les difficultés qu'elles rencontreraient, à l'exception des informations relatives à leurs modalités techniques ;

- Juger qu'en cas de difficultés d'exécution dans la mise en place des mesures de blocage ou pour les besoins de l'actualisation des noms de domaine visés, la partie la plus diligente pourra saisir la juridiction, en référé ou sur requête ;

- Ordonner aux sociétés Cloudflare, Google LLC, Google Ireland limited et Quad 9, de mettre en œuvre, toutes mesures propres à empêcher l'accès à partir des territoires français à raison de leurs services de résolution de noms de domaine respectifs, par tout moyen efficace et notamment par le blocage de noms de domaine et de sous-domaines de sites internet et services IPTV qui n'auraient pas été identifiés à la date du jugement au fond à intervenir, sur la base des données d'identification de ces sites qui leur seront, le cas échéant, notifiées par l'ARCOM, conformément à l'article L.333-10 III du code du sport, et ce, selon les modalités déterminées par l'ARCOM ;

- Condamner les sociétés Cloudflare, Google LLC et Google Ireland limited au paiement de la somme de 15.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

- Condamner les sociétés Cloudflare, Google LLC, Google Ireland limited et Quad 9 aux entiers dépens, dont distraction au profit de M^o Panneau, avocat au barreau de Paris.

Durant l'audience du 03 avril 2025, la société beIN Sports France a renoncé à sa demande au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Suivant les conclusions écrites signifiées par voie électronique le 02 avril 2025 et réitérées oralement, la société Cloudflare demande au tribunal de :

A titre principal :

- Dire irrecevable pour défaut de qualité à agir, l'action de la société beIN Sports France ;
- Débouter la société beIN Sports France de l'ensemble de ses demandes, fins et prétentions ;

A titre subsidiaire :

- Rejeter l'ensemble des demandes, fins et prétentions de la société beIN Sports France ;

Et en tout état de cause :

- Condamner la société beIN Sports France à payer à la société Cloudflare la somme de 12.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile et aux entiers dépens en application de l'article 696 du même code, dont le recouvrement pourra être opéré par Maître Marc Schuler (SELAS Valsamidis, Amsallem, Jonath, Flaicher & associés) selon les modalités prévues à l'article 699 dudit code ;
- Ecarter l'exécution provisoire de la décision à intervenir.

Durant l'audience du 03 avril 2025, la société Cloudflare a renoncé à sa demande au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Suivant les conclusions écrites signifiées par voie électronique le 1^{er} avril 2025 et réitérées oralement, les sociétés Google LLC et Google Ireland limited demandent au tribunal de :

- Constater que les sites suivants sont inactifs, la société beIN Sports France, sur qui pèse la charge de la preuve ne démontrant pas l'inverse, et que les demandes à leur encontre sont par conséquent sans objet :

- * sporttvls.com,
- * lshunter.net,
- * premiervt.watch,
- * line.super-signal.com,
- * line.protv.cc,
- * mrc10.in,
- * braveo.tv,
- * evdvtv.app,
- * mypanel.be,

- Constater qu'aucune atteinte à l'un des droits prétendument détenus par beIN Sports France sur les compétitions en cause n'a été établie à propos des sites suivants :

- * premiervt.watch,
- * streamendous.online,

- Débouter beIN Sports France de l'ensemble de ses demandes, fins et conclusions, qui portent sur des mesures disproportionnées en ce qu'elles sont coûteuses, inefficaces, non dissuasives, inutiles et non cohérentes.

Subsidiairement,

- Dire, s'agissant des services de communication au public identifiés à la date du jugement, que toute mesure de blocage DNS éventuellement prononcée à l'encontre des sociétés Google Ireland limited et Google LLC devra être exécutée dans un délai de cinq (5) jours ouvrés après

qu'auront été accomplies toutes les formalités suivantes :

- > le jugement à intervenir aura été effectivement signifié par un mandataire de justice,

- > la demanderesse aura adressé par voie électronique à l'avocat des sociétés Google Ireland limited et Google LLC une notification devant d'une part, comporter la liste des noms de domaines et sous-domaines concernés sous format «CSV» et d'autre part, établir que la demanderesse a obtenu une décision de justice exécutoire dûment signifiée à l'encontre de la société Cloudflare, enjoignant celle-ci d'en cesser la distribution sur le territoire français via son CDN, mais que celle-ci ne s'est pas exécutée dans le délai imparti ;

- Dire, s'agissant des services de communication au public non encore identifiés, que toute mesure de blocage DNS éventuellement prononcée à l'encontre des sociétés Google Ireland limited et Google LLC devra être exécutée dans un délai de cinq (5) jours ouvrés après qu'auront été accompli toutes les formalités suivantes :

- > conformément aux dispositions du III de l'article . 333-10 du code du sport, les agets habilités et assermentés de l'ARCOM auront constaté que chacun desdits services est bien accessible par l'intermédiaire d'un nom de domaine ou d'un sous-domaine dûment signalé par beIN Sports France et diffusé illicitement les compétitions en cause ou a pour objectif principal ou parmi ses objectifs principaux une telle diffusion,

- > le président de l'autorité ou, en cas d'empêchement, tout membre du collège de l'autorité désigné par lui, aura notifié lesdits noms de domaine ou sous-domaine aux sociétés Google Ireland limited et Google LLC (au format CSV) afin qu'elles prennent les mesures ordonnées à l'égard des services non identifiés concernés pendant toute la durée de ces mesures restant à courir,

- > beIN Sports France aura adressé par voie électronique à l'avocat des sociétés Google Ireland limited et Google LLC une notification devant établir selon les cas (i) soit que les services de communication au public concernés n'utilisent pas de prestataire de CDN pour distribuer leurs contenus, (ii) soit que ce prestataire n'a pu être identifié, (iii) soit que beIN Sports France a obtenu une décision de justice exécutoire dûment signifiée à l'encontre d'un prestataire de CDN identifié, enjoignant celui-ci de cesser la distribution via son CDN desdits services de communication au public, mais que ledit prestataire ne s'est pas exécuté dans le délai impartie ; (iv) soit qu'à la suite d'un tel jugement, les noms de domaine ou de sous-domaines des services de communication au public concernés ont été dûment signalés par beIN Sports France et notifiés au prestataire CDN par le président de l'ARCOM ou, en cas d'empêchement, tout membre du collège de l'autorité désigné par lui, mais que ledit prestataire n'a pas cessé la distribution des desdits services de communication au public dans le délai imparti ;

- Limiter toute mesure de blocage DNS éventuellement ordonnée :

- > S'agissant des services de communication au public identifié à la date du jugement, aux noms de domaine et sous-domaines limitativement listés par beIN Sports France, à l'exclusion de tout domaine ou sous-domaine non listé ;

- > S'agissant des services de communication au public non

encore identifiés, aux noms de domaine ou sous-domaine donnant effectivement accès à ces services, dûment signalés par beIN Sports France à l'ARCOM avant la fin des championnats en cours de WTA et Bundesliga, à l'exclusion de tout autre domaine ou sous-domaine,

- Préciser que les sous-domaines non listés dans l'assignation ou non signalés par beIN Sports France à l'ARCOM ne sont pas visés par la mesure éventuellement ordonnée ;
- Le cas échéant, Écarter l'exécution provisoire du jugement à venir.
- Dire que les parties supporteront leurs propres dépens.

La société Quad9, régulièrement citée par remise à une personne ayant déclaré être habilitée à le recevoir par acte d'huissier du 21 février 2025, n'a pas constitué avocat et ne s'est pas présentée à l'audience du 03 avril 2025.

Par message électronique du 07 avril 2025, le tribunal a demandé à la société beIN Sports France de préciser par note en délibéré l'étendue des limites à la cession des droits indiquées dans les attestations de droits fournies par la WTA et la DFL. Dans le respect du contradictoire, les défenderesses ont été invitées à formuler d'éventuelles observations en réponse. C'est ainsi que la demanderesse a envoyé par message électronique une note en délibéré le 10 avril 2025, à laquelle les sociétés Google et Cloudflare ont répondu le 11 avril 2025.

MOTIFS DE LA DÉCISION

A titre liminaire, il est rappelé que selon l'article 472 du code de procédure civile, lorsque le défendeur ne comparaît pas, il est néanmoins statué sur le fond et le juge ne fait droit à la demande que s'il l'estime régulière, recevable et bien fondée.

I. Sur les fins de non-recevoir

a. - Sur la qualité à agir

Moyens des parties :

Pour attester de ses droits, la société **beIN Sports France** fournit des lettres des détenteurs de droits sur les compétitions litigieuses (la Women's tennis association et la Deutsche fussball liga) expliquant la chaîne de cession de droits permettant à la demanderesse de solliciter le blocage sur le fondement de l'article L. 333-10 du code du sport.

Les sociétés **Google** et **Cloudflare** ont soulevé que ces courriers comportaient des réserves sur les droits cédés, ne permettant pas de déterminer l'étendue des atteintes prétendument portées aux droits de la demanderesse. Afin de pouvoir déterminer si les atteintes constatées par la société beIN Sports France portaient bien sur des droits sur lesquels elle dispose d'un droit exclusif, le tribunal a demandé à la demanderesse d'expliquer la nature de ces réserves.

En réponse, la société **beIN Sports France** a versé des extraits des sites internet officiels du tournoi WTA et la compétition de la Bundesliga qui indiqueraient que la demanderesse est le seul et unique diffuseur officiel des compétitions sur le territoire français. Elle a également fourni de nouveaux courriers émis par ses cocontractants directs qui attesteraient de la limite des droits cédés. Par ailleurs, elle rappelle pouvoir demander le blocage de noms de domaine également en cas d'atteintes à son droit voisin sur le fondement de L. 333-10 du code du sport.

Suite à cette note en délibéré, les sociétés **Google** et **Cloudflare** ont soutenu que la demanderesse aurait supprimé la mention des réserves dans les nouvelles attestations fournies et donc élargi ses droits. Elles indiquent également au tribunal la présence de nombreuses incohérences : les sociétés cessionnaires et les territoires ne sont pas les mêmes dans les attestations fournies initialement et dans les nouvelles. Les chaînes de droits ne seraient donc pas les mêmes. De plus, les captures d'écran des sites officiels présenteraient la société **beIN Sports France** comme diffuseur exclusif du tournoi WTA, or il ressort de la pièce 33b de la demanderesse qu'elle n'est pas titulaire des droits sur les matchs de ce tournoi joués en France. Les matchs de Roland Garros sont diffusés notamment sur les chaînes du groupe France télévisions. Les informations présentes sur les sites officiels seraient donc erronées, ou à tout le moins incomplètes. Pour ce qui est de la Bundesliga, la société **Google** verse des captures d'écran du site internet de la société **DAZN** montrant que cette dernière diffuserait également en France les matchs de ce championnat, ce qui créerait un doute sur l'étendue de la cession des droits opérée à la société **beIN Sports France**. De même, la société **Cloudflare** fournit des captures d'écran du site officiel de la Bundesliga faisant apparaître que la société **beIN Sports France** ne serait pas diffuseur exclusif sur plusieurs territoires d'outremer français.

Appréciation du tribunal :

Aux termes de l'article L. 333-10 du code du sport, « *1.-Lorsqu'ont été constatées des atteintes graves et répétées au droit d'exploitation audiovisuelle prévu à l'article L. 333-1 du présent code, au droit voisin d'une entreprise de communication audiovisuelle prévu à l'article L. 216-1 du code de la propriété intellectuelle, dès lors que le programme concerné est constitué d'une manifestation ou d'une compétition sportive, ou à un droit acquis à titre exclusif par contrat ou accord d'exploitation audiovisuelle d'une compétition ou manifestation sportive, [...], le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire, statuant selon la procédure accélérée au fond ou en référé, aux fins d'obtenir toutes mesures proportionnées propres à prévenir ou à faire cesser cette atteinte, à l'encontre de toute personne susceptible de contribuer à y remédier.*

Peuvent également à ce titre saisir le président du tribunal judiciaire, dans les conditions prévues au premier alinéa du présent I : [...] 2° L'entreprise de communication audiovisuelle, dans le cas où elle a acquis un droit à titre exclusif, par contrat ou accord d'exploitation audiovisuelle, sur une compétition ou manifestation sportive, que cette

compétition ou manifestation sportive soit organisée sur le territoire français ou à l'étranger, dès lors que ce droit est susceptible de faire l'objet ou fait l'objet de l'atteinte mentionnée audit premier alinéa. »

La Women's tennis association détient les droits exclusifs de diffusion audiovisuelle et de retransmission du tournoi WTA dans le monde entier, y compris en France et dans les territoires français d'outre-mer.

L'association WTA atteste avoir donné ces droits de diffusion en licence exclusive à la société de droit anglais DAZN media channels limited, laquelle les a elle-même donnés en sous-licence à la société beIN IP limited, sous réserve de certains droits conservés par la société Dazn et par la WTA, qui les a ensuite cédés à sa filiale beIN Sports France, pour la retransmission des matchs sur le territoire français entre 2022 et 2026 (pièce beIN n°9a, 9b et 9c).

La DFL - Deutsche Fußball Liga détient les droits exclusifs de diffusion audiovisuelle et de retransmission du championnat de football de la Bundesliga 2024/2025.

La DFL atteste avoir donné en licence, sous réserve de certaines limitations et restrictions prévues par les contrats de licence, à la société beIN IP limited à titre exclusif les droits de transmission et retransmission du championnat pour la France et les territoires français d'Outre-mer, laquelle les a cédés à la société beIN Sports France, groupe affilié (pièces beIN n°10a et 10b).

Comme le soulèvent à juste titre les défendresses, la demanderesse se contente de supprimer les mentions litigieuses et de fournir de nouvelles attestations comportant de nombreuses incohérences avec les attestations initialement fournies. De même, les pièces fournies en complément de ces nouvelles attestations ne justifient que de droits non exclusifs ou sont manifestement incomplètes. Ces pièces de la société beIN sports France sont insuffisantes à justifier d'un droit exclusif d'exploitation sur les compétitions en cause et doivent être écartées.

En revanche, la société beIN Sports France est titulaire du droit voisin des entreprises de communication audiovisuelle prévu à l'article L. 216-1 du code de la propriété intellectuelle sur les programmes diffusés sur les chaînes beIN Sports 1, beIN Sports 2, beIN Sports 3, beIN Sports Max 4, beIN Sports Max 5, beIN Sports Max 6, beIN Sports Max 7, beIN Sports Max 8, beIN Sports Max 9 et beIN Sports Max 10.

En conséquence, les demandes de blocage pour des atteintes à un droit exclusif d'exploitation audiovisuelle sont déclarées irrecevables, mais la société beIN Sports France est recevable en ses demandes sur le fondement d'atteintes à son droit voisin, sous réserve d'en justifier.

b. - Sur la qualité à défendre

Moyens des parties :

La société **Cloudflare** soutient qu'elle n'a pas qualité à défendre en raison de l'inapplicabilité de l'article L. 333-10 du code des sports aux fournisseurs de services de résolution de noms de domaine. Elle expose que cet article doit s'interpréter à la lumière du droit de l'Union européenne ; or, les fournisseurs de tels services ne peuvent être qualifiés d'intermédiaires techniques au sens de l'article 8§3 de la directive 2001/29/CE. Elle fait valoir que les jurisprudences française et européenne auraient une conception restrictive de la notion d'intermédiaires au sens de ce dernier article : l'intermédiaire pouvant contribuer à remédier aux atteintes serait celui qui transmet dans un réseau une contrefaçon commise par un tiers d'un objet protégé et que son service de résolution de noms de domaine n'assurerait aucune fonction de transmission, de sorte qu'il ne s'agirait pas d'un intermédiaire technique au sens du droit de l'Union, auxquels les injonctions dynamiques de l'article L. 333-10 pourraient être ordonnées. Elle n'entrerait pas dans la catégorie de « *toute personne susceptible de contribuer* » à remédier aux atteintes aux droits prévus par cet article du code du sport.

La société **beIN Sports France** considère que les fournisseurs de services de résolution de noms de domaine établissent la correspondance entre un nom de domaine et l'adresse IP du serveur hébergeant le contenu correspondant à ce nom de domaine, de sorte qu'ils assurent une fonction de transmission permettant à un appareil connecté à internet d'accéder au contenu du site lié à un nom de domaine.

Appréciation du tribunal :

Selon les termes de l'article 32 du code de procédure civile, « *Est irrecevable toute prétention émise par ou contre une personne dépourvue du droit d'agir.* » qui couvre également la qualité à défendre, c'est-à-dire être un destinataire possible de la décision.

L'article L. 333-10 du code du sport prévoit que « *le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire, statuant selon la procédure accélérée au fond ou en référé, aux fins d'obtenir toutes mesures proportionnées propres à prévenir ou à faire cesser cette atteinte, à l'encontre de toute personne susceptible de contribuer à y remédier.* »

Ce texte a été rédigé à l'image de l'article L. 336-2 du code de la propriété intellectuelle préexistant qui prévoyait un système d'injonctions dynamiques conformes au droit de l'Union européenne. Le projet de loi à l'origine du texte de l'article L. 333-10 visait les fournisseurs d'accès à internet et les fournisseurs de moteurs de recherche, s'inspirant des jurisprudences rendues sur le fondement de L. 336-2 à leur encontre pour ordonner le blocage de noms de domaine portant atteinte à des droits d'auteur. Cependant, il n'est nullement mentionné dans ce même projet de loi qu'il s'agirait d'une liste limitative.

Cela ne peut donc suffire à exclure les fournisseurs de services de

résolution de noms de domaine.

De plus, l'article 8 § 3 de la directive 2001/29/CE prévoit que « *Les États membres veillent à ce que les titulaires de droits puissent demander qu'une ordonnance sur requête soit rendue à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit d'auteur ou à un droit voisin.* » Le droit exploitation audiovisuelle d'une compétition sportive est un droit voisin du droit d'auteur.

Les considérants 58 et 59 de cette même directive précisent que « (58) *Les États membres doivent prévoir des sanctions et des voies de recours efficaces contre les atteintes aux droits et obligations prévus par la présente directive. Ils prennent toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que ces sanctions et voies de recours soient appliquées. Les sanctions prévues sont efficaces, proportionnées et dissuasives et doivent comprendre la possibilité de demander des dommages et intérêts et/ou une ordonnance sur requête et, le cas échéant, la saisie du matériel ayant servi à commettre l'infraction.*

(59) *Les services d'intermédiaires peuvent, en particulier dans un environnement numérique, être de plus en plus utilisés par des tiers pour porter atteinte à des droits. Dans de nombreux cas, ces intermédiaires sont les mieux à même de mettre fin à ces atteintes. Par conséquent, sans préjudice de toute autre sanction ou voie de recours dont ils peuvent se prévaloir, les titulaires de droits doivent avoir la possibilité de demander qu'une ordonnance sur requête soit rendue à l'encontre d'un intermédiaire qui transmet dans un réseau une contrefaçon commise par un tiers d'une oeuvre protégée ou d'un autre objet protégé. Cette possibilité doit être prévue même lorsque les actions de l'intermédiaire font l'objet d'une exception au titre de l'article 5. Les conditions et modalités concernant une telle ordonnance sur requête devraient relever du droit interne des États membres.* »

La Cour de justice de l'Union européenne a jugé (27 mars 2014, C-314/12, UPC Telekabel Wien GmbH) qu'il « *découle de ce considérant que le terme d' "intermédiaire", employé à l'article 8, paragraphe 3, de cette directive vise toute personne qui transmet dans un réseau une contrefaçon commise par un tiers d'une oeuvre protégée ou d'un autre objet protégé* ».

Une telle personne sera donc susceptible de contribuer à remédier à l'atteinte au droit d'exploitation audiovisuelle et/ou au droit voisin d'un titulaire de droit.

Or, le Règlement 2022/2065 (UE) relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la Directive 2000/31/CE (le Règlement DSA), indique explicitement, en ses considérants 25 à 31 que : « (25) Les exemptions de responsabilité établies dans le présent règlement ne devraient pas affecter la possibilité de procéder à des injonctions de différents types à l'encontre des fournisseurs de services intermédiaires, alors même qu'ils remplissent les conditions fixées dans le cadre de ces exemptions. Ces injonctions peuvent notamment revêtir la forme d'injonctions de juridictions ou d'autorités administratives, émises conformément au droit de l'Union, exigeant qu'il soit mis fin à

toute infraction ou que l'on prévienne toute infraction, y compris en retirant les contenus illicites spécifiés dans ces injonctions, ou en rendant impossible l'accès à ces contenus. (...) » ajoutant (28) que : « les fournisseurs de services établissant et facilitant l'architecture logique sous-jacente et le bon fonctionnement de l'internet, y compris les fonctions techniques accessoires, peuvent également bénéficier des exemptions de responsabilité prévues par le présent règlement, dans la mesure où leurs services peuvent être qualifiés de services de "simple transport", de "mise en cache" ou d'"hébergement". De tels services comprennent, le cas échéant, les réseaux locaux sans fil, les services de système de noms de domaine (DNS), les registres de noms de domaine de premier niveau, les bureaux d'enregistrement de noms de domaine, les autorités de certification qui délivrent des certificats numériques, les réseaux privés virtuels, les moteurs de recherche en ligne, les services d'infrastructure en nuage ou les réseaux d'acheminement de contenus qui permettent, localisent ou améliorent les fonctions d'autres fournisseurs de services intermédiaires. » [...]

(29) et que « les services intermédiaires couvrent un large éventail d'activités économiques qui ont lieu en ligne et évoluent en permanence pour permettre une transmission d'informations rapide, sûre et sécurisée, ainsi que pour garantir le confort de tous les participants à l'écosystème en ligne. A titre d'exemple, les services intermédiaires de "simple transport" comprennent des catégories génériques de services telles que les points d'échange internet, les points d'accès sans fil, les réseaux privés virtuels, les services de DNS et de résolution de noms de domaine, (...). La question de savoir si un service spécifique constitue un service de "simple transport", de "mise en cache" ou d'"hébergement" dépend uniquement de ses fonctionnalités techniques, lesquelles sont susceptibles d'évoluer dans le temps, et devrait être appréciée au cas par cas. »

Le service dit « DNS » est un système qui permet d'accéder à un site internet grâce à son nom de domaine, par la conversion de celui-ci en adresse IP. Le blocage d'un tel service pour certains noms de domaine impliquerait que le fournisseur de ce service empêche la conversion des noms de domaine litigieux en adresse IP. Les internautes utilisant ces systèmes de résolution de noms de domaine ne pourraient donc plus accéder aux sites litigieux par cet intermédiaire.

Les fournisseurs de services de résolution de noms de domaine, expressément visés par le Règlement DSA précité, nonobstant les exemptions de responsabilité dont ils peuvent bénéficier par ailleurs, assurent une fonction de transmission.

Des injonctions de blocage dynamiques peuvent être prononcées à leur égard sur le fondement de l'article L. 333-10 du code des sports, conformément en cela au droit de l'Union européenne.

Contrairement aux affirmations de la société Cloudflare, cette fonction de transmission n'implique pas nécessairement de stocker sur son réseau ou sur ses serveurs propres les informations transmises. Le simple fait de servir de pont permettant l'accès aux sites internet litigieux, par la traduction des noms de domaine en adresses IP par exemple, remplit la fonction de transmission. Si un intermédiaire peut

agir de manière purement passive, automatique et neutre à la connexion entre des domaines internet, il n'en demeure pas moins un agent essentiel à la transmission des données d'un domaine à un autre.

De plus, il importe peu que ces services fournis par la défenderesse soient « alternatifs », dès lors qu'il s'agit de fournisseurs au sens des textes. Le choix des utilisateurs de recourir à un service alternatif ou au service fourni automatiquement par son fournisseur d'accès à internet ne lie pas la demanderesse quant aux sociétés qu'elle peut ou non assigner pour demander le blocage des sites litigieux.

En conséquence, la société Cloudflare, en sa qualité de fournisseur de systèmes de résolution de noms de domaine, est un intermédiaire technique susceptible de contribuer à remédier aux atteintes subies par la société beIN Sports France.

Elle a ainsi qualité à défendre à la présente action. La fin de non-recevoir est rejetée et les demandes de la société demanderesse sont recevables.

II. Sur les atteintes aux droits

Aux termes de l'article L. 333-10 du code du sport, issu de la loi n°2021-1382 du 25 octobre 2021, « *I.- Lorsqu'ont été constatées des atteintes graves et répétées au droit d'exploitation audiovisuelle prévu à l'article L. 333-1 du présent code, au droit voisin d'une entreprise de communication audiovisuelle prévu à l'article L. 216-1 du code de la propriété intellectuelle, dès lors que le programme concerné est constitué d'une manifestation ou d'une compétition sportive, ou à un droit acquis à titre exclusif par contrat ou accord d'exploitation audiovisuelle d'une compétition ou manifestation sportive, occasionnées par le contenu d'un service de communication au public en ligne dont l'objectif principal ou l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de compétitions ou manifestations sportives [...]* ».

La société beIN Sports France a fait dresser par commissaire de justice et par la société TMG plusieurs procès-verbaux de constat qui permettent d'établir que les sites internet et services IPTV accessibles depuis les adresses litigieuses diffusent des compétitions ou manifestations sportives sur lesquelles elle détient un droit voisin.

L'article L. 333-10 du code du sport n'impose pas que les atteintes soient constatées par un commissaire de justice, aussi la société beIN Sports France peut avoir recours à la société privée TMG pour démontrer le caractère répété des atteintes.

C'est ainsi que :

- Les 20, 24 et 25 octobre 2024, le site internet accessible à l'adresse <sportvls.com>, après redirection automatique vers et depuis le nom de domaine <lshunter.net>, diffusait en direct les matchs D. Kasatkina c. M. Andreeva du WTA 500 Ningbo Open et Bernarda Pera c. Shuai Zhang et Katerina Siniakova c. Bernarda Pera du WTA 250 Guangzhou

Open. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS des défenderesses. Les images constatées le 24 octobre 2024 comportent le logo de la chaîne beIN Sports 4. Les images constatées les 20 et 25 octobre 2024 ne comportent aucun logo permettant de déterminer qu'il s'agit bien des images de la société beIN Sports France.

- Les 20, 24 et 25 octobre 2024, le site internet accessible à l'adresse premiertv.watch diffusait en direct les matchs Dariya Kasatkina c. Mirra Andreeva du WTA 500 Ningbo Open et Bernarda Pera c. Shuai Zhang et Katerina Siniakova c. Bernarda Pera du WTA 250 Guangzhou Open. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS des défenderesses. Les images constatées les 20 et 24 octobre 2024 ne comportent aucun logo permettant de déterminer qu'il s'agit bien des images de la société beIN Sports France.

- Les 20 et 25 octobre 2024, le service IPTV accessible à l'adresse line.super-signal.com diffusait en direct et en rediffusion le match Dariya Kasatkina c. Mirra Andreeva du WTA 500 Ningbo Open du 20 octobre. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS des défenderesses. Les images constatées les 20 et 25 octobre comportent le logo de la chaîne beIN Sports 3.

- Les 20 et 25 octobre 2024, le service IPTV accessible à l'adresse line.protv.cc diffusait en direct et en rediffusion le match Dariya Kasatkina c. Mirra Andreeva du WTA 500 Ningbo Open du 20 octobre. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS des défenderesses. Les images constatées les 20 et 25 octobre comportent le logo de la chaîne beIN Sports 3.

- Les 20 et 25 octobre 2024, le service IPTV accessible à l'adresse mrc10.in diffusait en direct les matchs Dariya Kasatkina c. Mirra Andreeva du WTA 500 Ningbo Open et Qinwen Zheng c. Leylah Fernandez du WTA 500 Toray pan pacific open tennis. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS des défenderesses. Les images constatées les 20 et 25 octobre comportent le logo de la chaîne beIN Sports 3.

- Les 12 et 17 janvier 2025, le site internet accessible à l'adresse streamendous.online diffusait en direct les matchs RB Leipzig c. Bremen et Eintracht Frankfurt c. Borussia Bortmund de la Bundesliga. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS des défenderesses. Les images du 12 janvier ne comportent aucun logo. En revanche, les images constatées le 17 janvier 2025 comportent le logo de la société DAZN, il ne s'agit pas des images issues de l'une des chaînes de la société beIN Sports France.

- Les 12 et 17 janvier 2025, le site internet accessible à l'adresse techydeals.online diffusait en direct les matchs RB Leipzig c. Bremen et Eintracht Frankfurt c. Borussia Bortmund de la Bundesliga. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS

des défenderesses. Ces images comportent le logo de la société DAZN, il ne s'agit pas des images issues de l'une des chaînes de la société beIN Sports France. En revanche, les images constatées le 17 janvier 2025 comportent le logo d'une chaîne beIN.

- Les 12, 17 et 19 janvier 2025, le service IPTV accessible à l'adresse <braveo.tv> diffusait en direct les matchs RB Leipzig c. SV Werder Bremen, Eintracht Francfort c. Borussia Dortmund et FC Union Berlin c. FSV Mainz 05 de la Bundesliga. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS des défenderesses. Les images constatées les 12, 17 et 19 janvier comportent le logo des chaînes beIN Sports 5 et beIN Sports 2.

- Les 12, 17 et 19 janvier 2025, le service IPTV accessible à l'adresse <evd.tv> diffusait en direct les matchs RB Leipzig c. SV Werder Bremen, Eintracht Francfort c. Borussia Dortmund et FC Union Berlin c. FSV Mainz 05 de la Bundesliga. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS des défenderesses. Les images constatées les 12, 17 et 19 janvier comportent le logo des chaînes beIN Sports 5 et beIN Sports 2.

- Les 12, 17 et 19 janvier 2025, le service IPTV accessible à l'adresse <mypanel.be> diffusait en direct les matchs RB Leipzig c. SV Werder Bremen, Eintracht Francfort c. Borussia Dortmund et FC Union Berlin c. FSV Mainz 05 de la Bundesliga. Les constats du commissaire de justice et de la société TMG attestent que les images sont diffusées par l'usage de chacun des services DNS des défenderesses. Les images constatées les 17 et 19 janvier comportent le logo des chaînes beIN Sports 5 et beIN Sports 2.

Pour les sites <sportvls.com>, <lshunter.net>, <premiertv.watch>, <streamendous.online> et <techydeals.online>, la société beIN Sports France ne démontre soit aucune atteinte, soit une atteinte grave unique à son droit voisin, par la diffusion d'images issues de ses chaînes de télévision, et n'apporte pas la preuve du caractère répété de cette atteinte. En conséquence, le tribunal ne peut ordonner le blocage de ces sites sur le fondement de l'article L. 333-10 du code du sport.

Les services IPTV accessibles par les noms de domaine <line.super-signal.com>, <line.protv.cc>, <mrc10.in>, <braveo.tv>, <evd.tv> et <mypanel.be> ont pour objectif principal la diffusion de compétitions sportives sur lesquelles la société beIN Sports France jouit d'un droit voisin d'une entreprise de communication audiovisuelle. Ils donnent accès à des données, qui ne sont pas des correspondances privées. Il s'agit donc de services de communication au public en ligne.

Il ressort de l'ensemble de ces éléments que les différents services IPTV accessibles par les noms de domaine <line.super-signal.com>, <line.protv.cc>, <mrc10.in>, <braveo.tv>, <evd.tv> et <mypanel.be> portent des atteintes graves et répétées aux droits voisins de la société beIN Sports France au moyen d'un service dont l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de compétitions sportives.

La société beIN Sports France est donc fondée à solliciter la prescription de mesures propres à prévenir ou faire cesser la violation de ses droits voisins sur les matchs du tournoi WTA et le championnat Bundesliga.

III. Sur les mesures sollicitées

Moyens des parties :

La proportionnalité des blocages demandés est contestée par les défenderesses. Les sociétés **Google** et **Cloudflare** prétendent que ces mesures seraient inutilement complexes et coûteuses dans la mesure où il existe de nombreux autres moyens de bloquer tout accès aux sites litigieux et qu'un nombre négligeable d'internautes des compétitions sportives auraient recours à leurs services. De plus, de telles mesures seraient inutiles, non efficaces et non dissuasives puisque les atteintes en cause ne seraient pas irrémédiables puisqu'il suffirait d'utiliser un VPN ou un autre service DNS alternatif pour contourner le blocage. Elles soulèvent aussi que ces mesures ne peuvent techniquement être restreintes au territoire français et ont nécessairement une portée internationale, ce qui ne peut être proportionnel à l'atteinte aux droits invoqués au soutien des demandes. Les défenderesses mettent également en avant que le prononcé de telles mesures pour quelques opérateurs DNS alternatifs ne répondrait nullement au principe général du droit de l'Union de cohérence et de systématicité d'une telle mesure. Elles soutiennent que de telles mesures pour être proportionnelles, doivent être nécessaires, les plus simples, économiques et efficaces, et les moins susceptibles d'entraîner des effets collatéraux non désirés.

Les défenderesses soutiennent au surplus que les sites litigieux sont distribués via le CDN de la société **Cloudflare**, une mesure de blocage par l'intermédiaire de cet outil permettrait donc de faire cesser tout accès aux sites concernés. C'est pourquoi, les sociétés **Google** demandent à titre subsidiaire que les mesures de blocage ne soient ordonnées qu'en cas de démarche infructueuse envers l'opérateur CDN utilisé par les sites pirates. La société **Cloudflare** affirme pour sa part ne pouvoir procéder aux blocages demandés que par l'intermédiaire de son service CDN, un blocage via son service DNS lui serait matériellement impossible.

La société **beIN Sports France** oppose que les défenderesses procéderaient par voie d'affirmations. Elles ne démontreraient pas l'impossibilité matérielle de mettre en place les mesures de blocage demandées. De plus, la demanderesse soutient que l'article L. 333-10 du code du sport est autonome dans la mesure où il n'est pas issu du droit de l'Union européenne et qu'il ne transpose aucune des directives citées.

Appréciation du tribunal :

Aux termes de l'article L. 333-10 du code du sport « afin de prévenir ou de remédier à une nouvelle atteinte grave et irrémédiable à ces mêmes droits, le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire, statuant selon la procédure accélérée au fond ou en référé, aux fins d'obtenir toutes mesures proportionnées propres à prévenir ou à faire cesser cette atteinte, à l'encontre de toute personne susceptible de contribuer à y remédier.

II.-Le président du tribunal judiciaire peut notamment ordonner, au besoin sous astreinte, la mise en œuvre, pour chacune des journées figurant au calendrier officiel de la compétition ou de la manifestation sportive, dans la limite d'une durée de douze mois, de toutes mesures proportionnées, telles que des mesures de blocage ou de retrait ou de déréférencement, propres à empêcher l'accès à partir du territoire français à tout service de communication au public en ligne, identifié ou qui n'a pas été identifié à la date de ladite ordonnance, diffusant illicitement la compétition ou manifestation sportive ou dont l'objectif principal ou l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de la compétition ou manifestation sportive. Les mesures ordonnées par le président du tribunal judiciaire prennent fin, pour chacune des journées figurant au calendrier officiel de la compétition ou de la manifestation sportive, à l'issue de la diffusion autorisée par le titulaire du droit d'exploitation de cette compétition ou de cette manifestation.

Le président du tribunal judiciaire peut ordonner toute mesure de publicité de la décision, notamment son affichage ou sa publication intégrale ou par extraits dans les journaux ou sur les services de communication au public en ligne qu'il désigne, selon les modalités qu'il précise. »

La Cour de justice de l'Union européenne a dit pour droit dans l'arrêt *Scarlet Extended c. Sabam* (C-70/10) du 24 novembre 2011 qu'« ainsi qu'il découle des points 62 à 68 de l'arrêt du 29 janvier 2008, *Promusicae* (C-275/06, Rec. p. I-271), la protection du droit fondamental de propriété, dont font partie les droits liés à la propriété intellectuelle, doit être mise en balance avec celle d'autres droits fondamentaux.

45. Plus précisément, il ressort du point 68 dudit arrêt qu'il incombe aux autorités et aux juridictions nationales, dans le cadre des mesures adoptées pour protéger les titulaires de droits d'auteur, d'assurer un juste équilibre entre la protection de ce droit et celle des droits fondamentaux de personnes qui sont affectées par de telles mesures.

46. Ainsi, dans des circonstances telles que celles de l'affaire au principal, les autorités et les juridictions nationales doivent notamment assurer un juste équilibre entre la protection du droit de propriété intellectuelle, dont jouissent les titulaires de droits d'auteur, et celle de la liberté d'entreprise dont bénéficient les opérateurs tels que les FAI en vertu de l'article 16 de la charte.(...)

52. D'autre part, ladite injonction risquerait de porter atteinte à la liberté d'information puisque ce système risquerait de ne pas suffisamment distinguer entre un contenu illicite et un contenu licite, de sorte que son déploiement pourrait avoir pour effet d'entraîner le blocage de communications à contenu licite. En effet, il n'est pas

contesté que la réponse à la question de la licéité d'une transmission dépende également de l'application d'exceptions légales au droit d'auteur qui varient d'un Etat membre à l'autre. En outre, certaines œuvres peuvent relever, dans certains Etats membres, du domaine public ou elles peuvent faire l'objet d'une mise en ligne à titre gratuit de la part des auteurs concernés. »

Dans l'arrêt UPC Telekable Wien du 27 mars 2014 (C-314/12), la Cour de justice a dit pour droit que :

« 48 Pour ce qui est de la liberté d'entreprise, il doit être constaté que l'adoption d'une injonction, telle que celle en cause au principal, restreint cette liberté.

49 En effet, le droit à la liberté d'entreprise comprend notamment le droit, pour toute entreprise, de pouvoir librement disposer, dans les limites de la responsabilité qu'elle encourt pour ses propres actes, des ressources économiques, techniques et financières dont elle dispose.

50 Or, une injonction telle que celle en cause au principal, fait peser sur son destinataire une contrainte qui restreint la libre utilisation des ressources à sa disposition, puisqu'elle l'oblige à prendre des mesures qui sont susceptibles de représenter pour celui-ci un coût important, d'avoir un impact considérable sur l'organisation de ses activités ou de requérir des solutions techniques difficiles et complexes.

51 Cependant, une telle injonction n'apparaît pas porter atteinte à la substance même du droit à la liberté d'entreprise d'un fournisseur d'accès à Internet, tel que celui en cause au principal. »

Il s'en déduit qu'un juste équilibre doit être recherché entre la protection du droit de propriété intellectuelle, d'une part, et la liberté d'entreprise des intermédiaires techniques, et les droits fondamentaux de leurs clients, en particulier leur droit à la protection des données à caractère personnel et leur liberté de recevoir et de communiquer des informations, d'autre part.

La recherche de cet équilibre implique d'écarter toute mesure prévoyant un contrôle absolu, systématique et sans limitation dans le temps, de même que les mesures ne doivent pas porter atteinte à la « *substance même du droit à la liberté d'entreprendre* » des intermédiaires techniques, lesquels doivent conserver le choix des mesures à mettre en œuvre. Afin que les mesures ordonnées respectent les droits fondamentaux de l'ensemble des parties en présence, les sociétés Cloudflare, Google et Quad9 doivent demeurer libre du choix des modalités techniques par lesquelles elles procéderont aux blocages ordonnés.

En revanche les sociétés Google et Cloudflare ne sauraient opposer à la société beIN Sports France l'existence de solutions alternatives, même potentiellement plus simples, plus efficaces ou moins coûteuses.

Elles ne sauraient pas plus exiger de la société beIN Sports France des démarches préalables auprès d'autres intermédiaires techniques. En effet, l'article L. 333-10 du code du sport n'impose aucune priorité dans les destinataires des demandes de blocage. La recevabilité des

demandes à l'encontre de fournisseurs de systèmes DNS n'est subordonnée ni à la mise en cause préalable des fournisseurs d'accès à internet, des moteurs de recherche, des fournisseurs de services VPN, des éditeurs des sites litigieux, et autres, ni à la démonstration de l'impossibilité d'agir à leur encontre.

De même, les sociétés Google affirment que certains noms de domaine litigieux sont d'ores et déjà inactifs et qu'il n'y aurait donc lieu de prononcer une mesure de blocage à leur encontre. Or, il ressort des procès-verbaux versés aux débats par la demanderesse que les services IPTV litigieux sont accessibles par l'usage d'un DNS alternatif. De plus, aucun élément ne permet de déterminer si ces sites seront bloqués durant toute la durée de la compétition sur laquelle la demanderesse dispose de droits. Cet argument n'est donc pas de nature à empêcher d'ordonner à nouveau le blocage de ces noms de domaine et d'ainsi assurer que l'atteinte aux droits de la demanderesse sur les compétitions en cause cesse pour toute la durée de celles-ci.

Le nombre d'internautes utilisant effectivement un service DNS alternatif pour accéder à un site diffusant le contenu litigieux est sans incidence sur le droit de la demanderesse de solliciter le blocage DNS de ces sites dès lors qu'ils diffusent des contenus sur lesquels elle dispose de droits. Sans le blocage des sites litigieux par les défenderesses, la société beIN Sports France n'a aucune possibilité de se rapprocher de la cessation complète des atteintes à ses droits, objectif défini par l'article L. 333-10.

Enfin les sociétés Google et Cloudflare ne démontrent pas que la mise en oeuvre des blocages sollicités et leur limitation à l'accès sur le territoire français entraîneraient des coûts importants pour elles ou se heurteraient à des impossibilités techniques, de sorte qu'elles n'établissent pas que les blocages demandés sont disproportionnés ou génèrent une atteinte excessive à leurs droits. Il y a donc lieu de rejeter leurs demandes de limitation des mesures ordonnées.

Le choix de la demanderesse de viser uniquement les principaux résolveurs DNS alternatifs satisfait le principe de cohérence d'une telle mesure compte tenu du nombre important de tels prestataires, peu important que ne puisse être caractérisée la systématicité de ces mesures dès lors qu'elles n'ont été prononcées à ce jour que dans un nombre restreint de décisions rendues ces derniers mois, en sorte qu'il ne peut être jugé de leur efficacité avec un retour suffisant.

Dès lors, conformément aux dispositions de l'article L. 333-10 du code du sport, il sera enjoint aux sociétés défenderesses, de mettre en oeuvre et/ou faire mettre en oeuvre, toutes mesures propres à empêcher l'accès aux services IPTV litigieux précités à partir du territoire français par tout moyen efficace de leur choix.

Par ailleurs, les diffusions ayant souvent lieu en direct, les atteintes revêtent un caractère irrémédiable telles que l'article L. 333-10 du code du sport vise à faire cesser.

En conséquence, les conditions posées par l'article L. 333-10 du code du sport étant remplies, il sera fait droit aux demandes selon les modalités précisées au dispositif de la présente décision étant relevé qu'il apparaît proportionné d'accorder un délai de trois jours maximum aux défenderesses suivant la signification du présent jugement pour mettre en œuvre la mesure de blocage ordonnée, et étant précisé que le tribunal laisse les défenderesses libres de choisir la manière de procéder à ces blocages (« toutes mesures propres »).

Les mesures de blocage concerneront les noms de domaine mentionnés au dispositif au présent jugement, et permettant l'accès aux services IPTV litigieux, dont le caractère entièrement ou essentiellement illicite a été établi. Compte tenu de leur nécessaire subordination à un nom de domaine, les mesures s'étendront à tous les sous domaines associés à un nom de domaine mentionné dans cette liste.

IV. Sur les autres demandes

a. - Sur les mesures concernant les services non encore identifiés

Selon l'article L. 333-10 du code du sport in fine, « *III.-Pour la mise en œuvre des mesures ordonnées sur le fondement du II portant sur un service de communication au public en ligne non encore identifié à la date de l'ordonnance, et pendant toute la durée de ces mesures restant à courir, le titulaire de droits concerné communique à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique les données d'identification du service en cause, selon les modalités définies par l'autorité.*

Lorsque les agents habilités et assermentés de l'autorité mentionnés à l'article L. 331-14 du code de la propriété intellectuelle constatent que le service mentionné au premier alinéa du présent III diffuse illicitement la compétition ou la manifestation sportive ou a pour objectif principal ou parmi ses objectifs principaux une telle diffusion, le président de l'autorité ou, en cas d'empêchement, tout membre du collège de l'autorité désigné par lui notifie les données d'identification de ce service aux personnes mentionnées par l'ordonnance prévue au II afin qu'elles prennent les mesures ordonnées à l'égard de ce service pendant toute la durée de ces mesures restant à courir.

En cas de difficulté relative à l'application du deuxième alinéa du présent III, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique peut demander aux services de se justifier. Sans préjudice d'une telle demande, le président du tribunal judiciaire peut être saisi, en référé ou sur requête, pour ordonner toute mesure propre à faire cesser l'accès à ces services.

IV.-L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique adopte des modèles d'accord que les titulaires de droits mentionnés au I. la ligue professionnelle, l'entreprise de communication audiovisuelle ayant acquis un droit à titre exclusif et

toute personne susceptible de contribuer à remédier aux atteintes mentionnées au même I sont invités à conclure. L'accord conclu entre les parties précise les mesures qu'elles s'engagent à prendre pour faire cesser d'éventuelles violations de l'exclusivité du droit d'exploitation audiovisuelle de la manifestation ou compétition sportive et la répartition du coût des mesures ordonnées sur le fondement du II. »

Les mesures concernant les services non encore identifiés doivent être demandées à l'ARCOM selon les modalités rappelées ci-dessus et au dispositif de la présente décision.

b. - Sur les dépens et l'exécution provisoire

L'objet de la présente affaire est de prévenir et empêcher des atteintes au droit voisin de la société beIN Sports France sur la diffusion à très brève échéance de compétitions sportives. L'exécution provisoire est donc compatible et adaptée à la nature de l'affaire.

Il y a lieu de laisser à la charge de chacune des parties les dépens qu'elle a exposés.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal,

Déclare irrecevable les demandes de la société beIN Sports France fondées sur un droit exclusif d'exploitation audiovisuelle sur le tournoi WTA et la compétition de la Bundesliga ;

Rejette la fin de non-recevoir soulevée par la société Cloudflare tirée du défaut de qualité à défendre ;

Déclare recevables les demandes de la société beIN Sports France, fondées sur son droit voisin d'entreprise de communication audiovisuelle ;

Constata l'existence d'atteintes graves et répétées au droit voisin de la société beIN Sports France commises au moyen de différents services de communication en ligne, dont l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de compétitions sportives ;

Ordonne en conséquence aux sociétés Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare et Quad9, de mettre en oeuvre, au plus tard dans un délai de trois jours suivants la signification de la présente décision, toutes mesures propres à empêcher, jusqu'à la date du dernier match du tournoi WTA, pour la saison 2024/2025, actuellement fixé au 10 novembre 2025, l'accès aux services IPTV identifiés ci-dessus ainsi qu'aux sites et services IPTV non encore identifiés à la date de la présente décision, à partir du territoire français, y compris dans les collectivités, départements et régions d'outre-mer, et/ou par leurs utilisateurs à raison d'un contrat souscrit sur ce territoire, par tout moyen efficace, et notamment par le blocage des noms de domaine et

Décision du 02 Mai 2025
3ème chambre 2ème section
N° RG 25/03179 - N° Portalis 352J-W-B7J-C7KMY

des sous-domaines associés suivants dont la liste sera transmise au format CSV exploitable par la société beIN Sports France aux sociétés Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare et Quad9 :

- line.super-signal.com
- line.protv.cc
- mrc10.in

Ordonne en conséquence aux sociétés Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare et Quad9, de mettre en oeuvre, au plus tard dans un délai de trois jours suivants la signification de la présente décision, toutes mesures propres à empêcher, jusqu'à la date du dernier match de la compétition de la Bundesliga, pour la saison 2024/2025, actuellement fixé au 17 mai 2025, l'accès aux services IPTV identifiés ci-dessus ainsi qu'aux sites et services IPTV non encore identifiés à la date de la présente décision, à partir du territoire français, y compris dans les collectivités, départements et régions d'outre-mer, et/ou par leurs utilisateurs à raison d'un contrat souscrit sur ce territoire, par tout moyen efficace, et notamment par le blocage des noms de domaine et des sous-domaines associés suivants dont la liste sera transmise au format CSV exploitable par la société beIN Sports France aux sociétés Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare et Quad9 :

- braveo.tv
- evdtv.app
- mypanel.be

Dit que les sociétés Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare et Quad9 devront informer la société beIN Sports France de la réalisation de ces mesures et, le cas échéant, des difficultés qu'elles rencontreraient ;

Dit qu'en cas de difficultés d'exécution dans la mise en place des mesures de blocage ou pour les besoins de l'actualisation des sites visés, la partie la plus diligente pourra saisir la juridiction, en référé ou sur requête ;

Dit que les sociétés Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare et Quad9 pourront, en cas de difficultés notamment liées à des surblocages, en référer au président du tribunal judiciaire statuant en référé, le cas échéant à heure indiquée, afin d'être autorisées à lever la mesure de blocage ;

Dit que la société beIN Sports France devra indiquer aux sociétés Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare et Quad9 les noms de domaine dont elle aurait appris qu'ils ne sont plus actifs ou dont l'objet a changé afin d'éviter les coûts de blocage inutiles ;

Rappelle que pendant toute la durée des présentes mesures, la société beIN Sports France pourra communiquer à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique les données d'identification de tout service de communication au public en ligne qui n'a pas encore été identifié à la date de la présente décision, diffusant illicitement les matchs du Tournoi WTA et du championnat de la

Décision du 02 Mai 2025
3ème chambre 2ème section
N° RG 25/03179 - N° Portalis 352J-W-B7J-C7KMY

Bundesliga, pour la saison 2024/2025, ou dont l'objectif principal ou l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de matchs du Tournoi WTA et du championnat de la Bundesliga, pour la saison 2024/2025, aux fins de mise en œuvre des pouvoirs conférés à cette autorité par les articles L. 333-10 III et L. 333-11 du code du sport ;

Condamne chaque partie à payer ses propres dépens ;

Dit n'avoir lieu d'écarter l'exécution provisoire.

Fait et jugé à Paris le 02 mai 2025

La Greffière
Alice LEFAUCONNIER

La Présidente
Irène BENAC

En conséquence, la République française mande et ordonne à tous huissiers de justice, sur ce requis, de mettre ladite décision à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la présente décision a été signée par le directeur de greffe



[illegible]



HUISSIERS DE JUSTICE
ASSOCIES
QUALIFIES COMMISSAIRES DE
JUSTICE
COURS D'APPEL DE PARIS A
VERSAILLES

Paris Rive Gauche
6, rue Alain Chartier
75015 PARIS
T. 01 44 17 99 77

contact@abcjustice.com

Associés des Offices de Paris
David BUZY – Vincent ADAM
Margaux CODELUPPI

Domiciliation Bancaire:
Caisse des Dépôts et Consignations
RIBAN : FR85 4003 1007 5000 0044 4609 944
BIC/SWIFT : CDOGFRPPXXX



Paiement en ligne sécurisé par
téléphone et en ligne
www.abclust.com

**BAILIFF'S
DEED
EXPEDITION**



NOTIFICATION OF THE JUDGMENT RENDERED UNDER THE ACCELERATED PROCEDURE ON THE MERITS

THE YEAR TWO THOUSAND AND TWENTY FIVE, the MAY SEVENTH

We, SCP ABCJUSTICE, associated bailiffs at the Paris Judicial Court (75), residing at 6 rue Alain Chartier, Paris 15th arrondissement and 26 rue de l'Etoile, Paris 17th arrondissement, by one of the undersigned,

TO :

Cloudflare Inc.

101 Townsend Street, San Francisco,
CA 94107

UNITED STATES

Where being and speaking to as it says at the end of the
act

AT THE REQUEST OF

beIN Sports France, a société par actions simplifiée (simplified joint-stock company) with a single shareholder and capital of 10,001,000 euros, registered under number 539 007 435 RCS Nanterre, whose registered office is located at Boulogne-Billancourt Cedex (92650), CS 80031 53 Cours Emile Zola, acting in the name and on behalf of its legal representative domiciled in that capacity at the said registered office,

Electing domicile at my office,

NOTIFIES YOU AND GIVES YOU A COPY:

Of a judgement rendered under the accelerated procedure on the merits in first instance by the PARIS Judicial Court on May 02, 2025 and previously notified to your counsel on May 02, 2025.

VERY IMPORTANT

You may appeal against this judgment to the PARIS Court of Appeal within TWO MONTHS AND FIFTEEN DAYS from the date of notification by the requested foreign entity, in accordance with article 481-1 of the French Civil Procedure code, reproduced below:

"Unless otherwise stipulated, when the law or regulations provide for an accelerated decision on the merits, the claim is filed, investigated and judged under the following conditions:

- 1° The request is made by summons to a hearing held on the day and at the time specified for the purpose;*
 - 2° The matter is referred to the judge by delivering a copy of the summons to the court clerk's office before the date set for the hearing, failing which the summons will be declared null and void by order of the judge, or, failing this, at the request a party;*
 - 3° On the day of the hearing, the judge ensures that sufficient time has elapsed since the summons to allow the summoned party to prepare its defense. The proceedings are oral;*
 - 4° The judge may refer the case back to the panel for a hearing on a date to be set by the judge, who will rule on the merits in accordance with the accelerated procedure;*
 - 5° Exceptionally, in cases of manifest urgency, in particular because of a time limit imposed by law or regulation, the president of the court, ruling on a motion, may authorize a summons to be served at a time indicated by him, even on public holidays;*
 - 6° The judgement is enforceable as of right on a provisional basis under the conditions set out in articles 514-1 to 514-6;*
 - 7° The judge's decision may be appealed, unless it is issued by the first president of the court of appeal, or it was rendered as a last resort due to the amount or subject of the claim.*
- The time limit appeals or objections is fifteen days.*

Under article 643 of the French Civil Procedure code, the FIFTEEN-DAY time limit is extended by TWO MONTHS.

If you wish to exercise this recourse, you must instruct a lawyer at the Court of Appeal to complete the necessary formalities before the expiry of this deadline.

You can consult a lawyer on this point and ask him or her to assist you in court.

The author of an abusive or dilatory appeal may be sentenced to a civil fine and ordered to pay compensation to the other party.

**PARIS
JUDICIAL
TRIBUNAL**

Free translation

■
3rd Chamber, 2nd
Section

FRENCH REPUBLIC
In the name of the French people

NO. RG 25/03179
Portalis No.
352J-W-B7J-C7KM
Y

Extract from the minutes of the registry of the
Paris Judicial Tribunal

MINUTE :

10

Summons dated:
21 February 2025

JUDGMENT
delivered on 02 May 2025
UNDER THE ACCELERATED PROCEDURE
(article 481-1 of the Code of Civil Procedure)

CLAIMANT

S.A.S.U. BEIN SPORTS FRANCE
53 Cours Emile Zola
92650 BOULOGNE-BILLANCOURT CS 80031 CEDEX

*represented by Maître Fabienne PANNEAU and Maître Aurélia
PONS of PARTNERSHIPS DLA PIPER FRANCE LLP, lawyers at the
PARIS bar, courtroom #R0235*

DEFENDANTS

GOOGLE IRELAND LIMITED
Gordon House, Barrow Street D04
E5W5 DUBLIN (IRELAND)

GOOGLE LLC
1600 Amphitheatre Parkway Mountain View CA
94043 (UNITED STATES)

*represented by Maître Alexandra NERI of PARTNERSHIPS
HERBERT SMITH FREEHILLS PARIS LLP, lawyers at the PARIS Bar,
appearing as counsel, courtroom #J0025, and Maître Sébastien
PROUST, lawyer at the PARIS Bar, pleading as counsel*

S.A.R.L. QUAD9
c/o Switch Werdstrasse 2 8004
ZÜRICH

Non-comparing

Copies delivered on :
02/05/25
Me PANNEAU - R235
Me NERI - J025
Mr SCHULER - J010

S.A.R.L. CLOUDFLARE INC.
101 Townsend Street
94107 SAN FRANCISCO (UNITED STATES)

*represented by Maître Marc SCHULER of SELAS VALSAMIDIS
AMSALLEM JONATH FLAICHER et ASSOCIES,
lawyers at the PARIS bar, courtroom #J010*

COMPOSITION OF THE COURT

Irène Benac, Vice-Chairwoman,
assisted by Mrs Alice LEFAUCONNIER, Clerk

DEBATES

At the hearing of 03 April 2025 held in open court, notice was given to the parties that the decision would be handed down on 11 April 2025, then extended to 02 May 2025.

JUDGMENT

Delivered publicly by handing it over to the court clerk
Contradictory
In the first instance

STATEMENT OF THE CASE

beIN Sports France is an audiovisual communications company that operates several television channels accessible to the French public by pay subscription. It specialises in the live and pre-recorded broadcasting of sports programmes, including the annual tennis tournament ("WTA") and the annual football tournament in Germany ("Bundesliga"). The 2024/2025 edition of the WTA tournament runs from 23 December 2024 to 10 November 2025, and the Bundesliga from 23 August 2024 to 17 May 2025.

Google Ireland limited and Google LLC (hereinafter "the Google companies"), Cloudflare and Quad9 are providers of domain name resolution services.

The audiovisual exploitation rights for the WTA tournament are held by the Women's tennis association, which has assigned them on an exclusive basis to the English company Dazn media channels limited for broadcasting the 2025 edition of the tournament. Dazn licensed these rights to beIN IP limited on an exclusive basis for broadcasting the tournament throughout mainland France and the French overseas territories, subject to certain rights retained by Dazn and the WTA. BeIN IP Limited has transferred all these rights to its subsidiary BeIN Sports France (BeIN exhibits 9a, 9b and 9c).

The audiovisual exploitation rights for the Bundesliga 2024/2025 are held by the DFL (Deutsche fußball liga), which has granted an exclusive licence to beIN media group llc for France and

overseas territories (beIN exhibit 10a). beIN IP limited granted its rights in full to beIN Sports France, its subsidiary (beIN exhibit 10b).

BeIN Sports France points out that numerous websites and IPTV services accessible from France almost systematically broadcast live streaming of numerous sporting competitions free of charge.

The IPTV sites and services concerned are accessible via the following domain names

1. sporttvls.com,
2. lshunter.net,
3. premiervt.watch,
4. line.super-signal.com,
5. line.protv.cc,
6. mrc10.in,
7. streamendous.online,
8. techydeals.online,
9. braveo.tv,
10. evdvtv.app,
11. mypanel.be,

Duly authorised by an order dated 17 February 2025, beIN Sports France, by bailiffs' deeds delivered on 21 and 24 February 2025, served a writ of summons on Google Ireland Limited, Google LLC, Cloudflare and Quad9, in accordance with the accelerated procedure, before the delegate of the president of this court sitting at the hearing on 03 April 2025 at , with view to obtaining the implementation by the latter, in their capacity as providers of domain name resolution services, of appropriate measures to access by their users to these IPTV sites and services from French territories and to put an end to the infringements of its rights.

In its final submissions, notified on 03 April 2025 and reiterated orally, beIN Sports France asks the court, in accordance with articles L. 333-10 of the French Sports Code and 481-1 and 839 of the French Code of Civil Procedure, to :

- Declare admissible the action brought by beIN Sports France on basis of Article L. 333-10 of the French Sports Code with a view to preventing a further serious and irremediable infringement of its rights relating to the 2025 edition of the WTA tennis competition, matches in which will take place from 23 December 2024 until 10 November 2025 (the current scheduled end date), and the Bundesliga competition, which began on 23 August 2024 and will end on 17 May 2025 (the current scheduled end date);

- Find the claims well-founded;

As a result,

- Dismiss all the claims of Cloudflare, Google LLC and Google Ireland limited;

- Order Cloudflare, Google LLC, Google Ireland limited and Quad 9 to implement, in the context of their respective domain name resolution services, all appropriate blocking measures to prevent access from French territories, by any effective means and in particular by blocking domain names and sub-domains, to the websites and IPTV services accessible via the following domain names or sub-domains:

For the WTA competition :

1. sporttvls.com,
2. lshunter.net,
3. premiervt.watch,
4. line.super-signal.com,
5. line.protv.cc,
6. mrc10.in,

For the Bundesliga :

7. streamendous.online,
8. techydeals.online,
9. braveo.tv,
10. evdtv.app,
11. mypanel.be,

- Order Cloudflare, Google LLC, Google Ireland limited and Quad 9 to implement these blocking measures no later than 3 days after service of the forthcoming judgment on the merits, until the end of the calendar for the 2025 edition of the WTA competition (currently scheduled for 10 November 2025) for the websites and IPTV services concerned, and until the end of the calendar for the 2024-2025 edition of the Bundesliga (currently scheduled for 17 May 2025) for the websites and IPTV services concerned;

- Declare that Cloudflare, Google LLC, Google Ireland limited and Quad 9 must inform beIN Sports France without delay of the implementation of these measures and provide it with all relevant information enabling it assess their implementation and, where appropriate, any difficulties they may encounter, with the exception of information relating to their technical procedures;

- Rule that in the event of difficulties in implementing blocking measures or for purposes of updating the domain names in question, the more diligent party may refer the matter to the court, either in summary proceedings or on application;

- Order Cloudflare, Google LLC, Google Ireland Limited and Quad 9 to take all appropriate measures to prevent access from French territories to their respective domain name resolution services, by any effective means and in particular by blocking the domain names and sub-domains of websites and IPTV services that have not been identified as of the date of the judgment on the merits, on the basis of the identification data for these sites that may be notified to them by the ARCOM, in accordance Article L.333-10 III of the French Sports Code, in accordance with the procedures determined by the ARCOM ;

- Order Cloudflare, Google LLC and Google Ireland limited to pay 15,000 euros under Article 700 of the Civil Procedure Code ;

- Order Cloudflare, Google LLC, Google Ireland limited and Quad 9 to pay all the costs, which will be awarded to M° Panneau, lawyer of the Paris Bar.

At the hearing on 3 April 2025, beIN Sports France waived its claim under Article 700 of the French Code of Civil Procedure.

In written submissions electronically notified on 02 April 2025 and reiterated orally, Cloudflare asks the Court to :

Principal activity :

- Declare the action brought by beIN Sports France inadmissible for lack of standing;
- Dismiss all of beIN Sports France's claims;

In the alternative :

- Dismiss all of beIN Sports France's claims and counterclaims;

And in any case :

- Order beIN Sports France to pay Cloudflare the sum of 12,000 euros pursuant Article 700 of the Civil Procedure Code and to pay all the costs pursuant Article 696 of the same Code, which may be recovered by Maître Marc Schuler (SELAS Valsamidis, Amsallem, Jonath, Flaicher & associés) in accordance with the procedures set out in Article 699 of the said Code;
- To set aside provisional enforcement of the decision.

At the hearing on 3 April 2025, Cloudflare waived its claim under Article 700 of the French Code of Civil Procedure.

By written submissions electronically notified on 1th April 2025 and reiterated orally, Google LLC and Google Ireland limited request the Court to :

- Declare that the following sites are inactive, as beIN Sports France, on whom the burden of proof rests, has not demonstrated the contrary, and that the claims against them are therefore devoid of purpose:

- * sportvls.com,
- * lshunter.net,
- * premiervt.watch,
- * line.super-signal.com,
- * line.protv.cc,
- * mrc10.in,
- * braveo.tv,
- * evdvtv.app,
- * mypanel.be,

- Find that infringement of any of the rights allegedly held by beIN Sports France in the competitions in question has been established in relation to the following sites:

- * premiervt.watch,
- * streamendous.online,

- Dismiss all of beIN Sports France's applications, claims and submissions, which relate to measures that are disproportionate in that they are costly, ineffective, not a deterrent, unnecessary and inconsistent.

In the alternative,

- Order, regard to the public communication services identified at the date of the judgment, that any DNS blocking measures ordered against Google Ireland limited and Google LLC must be implemented within five (5) working days of the date of the judgment after

completion of all the following formalities :

> the judgment will have been notified by a court-appointed agent,

> the plaintiff will have sent by electronic means to the lawyer of the companies Google Ireland limited and Google LLC a notification which must, on the one hand, include the list of domain names and sub-domains concerned in "CSV" format and, the other , establish that the plaintiff has obtained an enforceable court decision duly served against the company Cloudflare, enjoining the latter to cease distribution on French territory via its CDN, but that the latter has not complied within the time limit set;

- Order, with regard to public communication services that have not yet been identified, that any DNS blocking order that may be issued against Google Ireland limited and Google LLC must be executed within five (5) working days of completion of all the following formalities:

> in accordance with the provisions of III article 333-10 of the French Sports Code, ARCOM's authorised and sworn agents will have ascertained that each of the said services is indeed accessible via a domain name or sub-domain duly notified by beIN Sports France and is unlawfully broadcasting the competitions in question or has such broadcasting as its main objective or as one of its main objectives,

> the chairman of the authority or, if he is unable to do so, any member of the college of the authority designated by him, will have notified the said domain names or sub-domains to Google Ireland limited and Google LLC (in CSV format) so that they can take the measures ordered with regard to the unidentified services concerned for as long as these measures remain in force,

> beIN Sports France will have sent by electronic means to the lawyer of Google Ireland limited and Google LLC a notification establishing, as the case may be, either (i) that the public communication services concerned do not use a CDN provider to distribute their content, or (ii) that it has not been possible to identify such a provider, (iii) or that beIN Sports France has obtained an enforceable court order duly served on an identified CDN provider, ordering the latter to cease distributing the said public communication services via its CDN, but that the said provider has not complied within the time limit set; or (iv) or that, such a judgment, the domain names or sub-domains of the public communication services concerned have been duly reported by beIN Sports France and notified to the CDN provider by the President of ARCOM or, if he is unable to do so, any member of the college of the authority designated by him, but that the said provider has not ceased the distribution of the said public communication services within the period specified;

- Limit any DNS blocking measures that may be ordered:

➤ With regard to public communication services identified at the date of the judgment, the domain names and sub-domains listed exhaustively by beIN Sports France, to the exclusion of any domain or sub-domain not listed;

➤ With regard to public communication services not yet

identified, domain names or sub-domains that effectively provide access to these services, duly reported by beIN Sports France to ARCOM before the end of the current WTA and Bundesliga championships, to the exclusion of any other domain or sub-domain,

- Specify that sub-domains not listed in the summons or not notified by beIN Sports France to ARCOM are not covered by the measure that may be ordered;
- Where applicable, set aside provisional enforcement of the forthcoming judgment.
- The parties shall bear their own costs.

Quad9, which was duly summoned by a bailiff's writ of 21 February 2025 to a person having declared that it was authorised to receive it, did not constitute a lawyer and did not attend the hearing on 3 April 2025.

In electronic message dated 7 April 2025, the court asked beIN Sports France to clarify, in a note for deliberation, the extent of the limits to the transfer of rights set out in the certificates of rights provided by the WTA and the DFL. As part of the adversarial process, the defendants were invited to any observations in response. The plaintiff sent a note for deliberation by email on 10 April 2025, to which Google and Cloudflare replied on 11 April 2025.

REASONS FOR THE DECISION

By way of introduction, it should be noted that under article 472 of the Civil Procedure Code, where the defendant does not appear, a decision is nevertheless made on the merits of the case and the court only grants the claim if it considers it to be in order, admissible and well-founded.

I. Grounds for dismissal

a. - Standing to sue

Pleas in law :

As evidence of its rights, **beIN Sports France** has letters from the holders of the rights to the contested competitions (the Women's Tennis Association and the Deutsche Fußball Liga) explaining the chain of rights transfers enabling the plaintiff to apply for a block on the basis of Article L. 333-10 of the French Sports Code.

Google and Cloudflare argued that these letters contained reservations about the rights assigned, making it impossible to determine the extent of the alleged infringements of the plaintiff's rights. In order to determine whether the infringements noted by beIN Sports France related to rights over which it has an exclusive right, the court asked the plaintiff to explain the nature of these reservations.

In response, **beIN Sports France** provided extracts from the official websites of the WTA tournament and the Bundesliga competition, which indicated that the plaintiff was the sole official broadcaster of the competitions on French territory. It has also provided new letters issued by its direct co-contractors that attest to the limits of the rights assigned. In addition, it reiterated that it could also request the blocking of domain names in the event of infringement of its neighbouring rights on the basis of L. 333-10 of the French Sports Code.

In response, **Google** and **Cloudflare** argued that the plaintiff had deleted the reservations from the new certificates provided, thereby extending its rights. They also pointed out to the court that there were numerous inconsistencies: the transferee companies and the territories were not the same in the certificates provided initially and in the new ones. The chains of rights are therefore not the same. In addition, the screenshots on the official websites show beIN Sports France as the exclusive broadcaster of the WTA tournament, but it is clear from the plaintiff's exhibit 33b that it does not hold the rights to the matches in this tournament played in France. The Roland Garros matches are broadcast in particular on the channels of the France télévisions group. The information on the official websites would therefore be incorrect, or at the very least incomplete. As regards the Bundesliga, Google provided screenshots from the DAZN website showing that DAZN also broadcasts matches in France, which casts doubt on the extent of the transfer of rights to beIN Sports France. Similarly, Cloudflare provided screenshots from the Bundesliga's official website showing that beIN Sports France was not the exclusive broadcaster in several French overseas territories.

Court's assessment :

Under terms of Article L. 333-10 of the French Sports Code, *"I.-When serious and repeated infringements of the audiovisual exploitation right provided for Article L. 333-1 of this Code, or of the neighbouring right of an audiovisual communication company provided for in Article L. 216-1 of the Intellectual Property Code have been established, provided that the programme concerned consists of a sporting event or competition, or of a right acquired on an exclusive basis by contract or agreement for the audiovisual exploitation of a sporting competition or event, [...], the holder of that right may refer the matter to the president of the judicial court, ruling under the accelerated procedure on the merits or in summary proceedings, for purpose of obtaining all proportionate measures likely to prevent or put a stop to that infringement, against any person likely to contribute to remedying it.*

The following may also refer the matter to the president of the judicial court, under the conditions laid down in the first paragraph of this I: [...] 2° An audiovisual communication company, where it has acquired an exclusive right, by contract or audiovisual exploitation agreement, to a sporting competition or event, whether this

competition or sporting event is organised on French territory or abroad, whenever this right is likely to be or is the subject of the infringement mentioned in the first paragraph.”

The Women's tennis association holds the exclusive rights to broadcast the WTA tournament throughout the world, including France and its overseas territories.

The WTA confirms that it granted these broadcasting rights under an exclusive licence to the English company DAZN media channels limited, which in turn sub-licensed them to beIN IP limited, subject to certain rights retained by Dazn and the WTA, which then transferred them to its subsidiary beIN Sports France, for the broadcasting of matches on French territory between 2022 and 2026 (beIN exhibits 9a, 9b and 9c).

The DFL - Deutsche Fußball Liga holds the exclusive broadcasting rights for the 2024/2025 Bundesliga football championship.

The DFL certifies that, subject to certain limitations and restrictions set out in the agreements, it has granted beIN IP limited an exclusive licence for the transmission and retransmission of the championship in France and the French overseas territories, which beIN IP limited then transferred to beIN Sports France, its affiliated group (beIN exhibits 10a and 10b).

As the defendants rightly point out, the plaintiff merely deleted the disputed information and provided new certificates that contained numerous inconsistencies with the certificates initially provided. Similarly, the documents provided in addition to these new certificates only provide evidence of non-exclusive rights or are manifestly incomplete. These documents provided by beIN sports France are insufficient to justify exclusive exploitation rights for the competitions in question and must be rejected.

On the other hand, beIN Sports France holds the neighbouring rights of audiovisual communication companies under Article L. 216-1 of the French Intellectual Property Code in respect of programmes broadcast on the beIN Sports 1, beIN Sports 2, beIN Sports 3, beIN Sports Max 4, beIN Sports Max 5, beIN Sports Max 6, beIN Sports Max 7, beIN Sports Max 8, beIN Sports Max 9 and beIN Sports Max 10 channels.

Consequently, the requests for blocking for infringement of an exclusive audiovisual exploitation right are declared inadmissible, but the company beIN Sports France is admissible in its requests on the basis of infringement of its neighbouring right, subject to justification.

b. - Standing to defend

Pleas in law :

Cloudflare argues that it does not have standing to defend Article L. 333-10 of the French Sports Code does not apply to providers of name resolution services. It argues that this article must be interpreted in the light of European Union law; however, providers of such services cannot be classified as technical intermediaries within the meaning of Article 8(3) of Directive 2001/29/EC. It argues that French and European case law take a restrictive view of the concept of intermediaries within the meaning of the latter article: the intermediary who could help to remedy infringements would be the one who transmits an infringement a protected object committed by a third party over a network, and that its domain name resolution service would not perform any transmission function, so that it would be a technical intermediary within the meaning of European Union law, to which the dynamic injunctions of Article L. 333-10 could be ordered. It would not fall into the category of "*any person likely to contribute*" to remedying infringements of the rights provided for in this article of the Sports Code.

beIN Sports France considers that providers of domain name resolution services establish the correspondence between a domain name and the IP address of the server hosting the content corresponding to that domain name, so that they provide a transmission function enabling a device connected to the Internet to access the content of the site linked to a domain name.

Court's assessment :

Under the terms of article 32 of the Civil Procedure Code, "*Any claim made by or against a person who does not have the right to act is inadmissible*", which also covers standing to defend, i.e. being a possible addressee of the decision.

Article L. 333-10 of the French Sports Code states that "*the holder of this right may refer the matter to the president of the judicial court, ruling under the accelerated procedure on the merits or in summary proceedings, for the purpose of obtaining all proportionate measures likely to prevent or stop this infringement, against any person likely to contribute to remedying it*".

This text was drafted along the lines of the pre-existing article L. 336-2 of the French Intellectual Property Code, which provided for a system of dynamic injunctions in line with European Union law. The bill that drafted the text of Article L. 333-10 was aimed at Internet access providers and search engine providers, drawing case law handed down on the basis of

L. 336-2 against them to order the blocking of domain names that infringe authors' rights. However, there is no mention in the bill itself of this being an exhaustive list.

This alone is not enough to exclude service providers from

domain name resolution.

In addition, Article 8(3) of Directive 2001/29/EC provides that *"Member States shall ensure that rightholders are in a position to apply for an injunction against intermediaries whose services are used by a third party to infringe a copyright or related right"*. The right to audiovisual exploitation of a sporting event is a neighbouring right to copyright ("author's rights.")

Recitals 58 and 59 of the same Directive state that *"(58) Member States should provide for effective sanctions and remedies for infringements of rights and obligations as set out in this Directive. They should take all the measures necessary to ensure that those sanctions and remedies are applied. The sanctions thus provided for should be effective, proportionate and dissuasive and should include the possibility of seeking damages and/or injunctive relief and, where appropriate, of applying for seizure of infringing material."*

(59) In the digital environment, in particular, the services of intermediaries may increasingly be used by third parties for infringing activities. In many cases such intermediaries are best placed to bring such infringing activities to an end. Therefore, without prejudice to any other sanctions and remedies available, rightholders should have the possibility of applying for an injunction against an intermediary who carries a third party's infringement of a protected work or other subject-matter in a network. This possibility should be available even where the acts carried out by the intermediary are exempted under Article 5. The conditions and modalities relating to such injunctions should be left to the national law of the Member States."

The Court of Justice of the European Union ruled (27 March 2014, C-314/12, UPC Telekabel Wien GmbH) that *"it follows from this recital that the term 'intermediary' used in Article 8(3) of that Directive covers any person who transmits in a network an infringement committed by a third party of a protected work or other protected subject-matter"*.

Such a person will therefore be likely to contribute to remedying the infringement of a right holder's audiovisual exploitation right and/or related right.

However, Regulation 2022/2065 (EU) on a single market for digital services and amending Directive 2000/31/EC (the DSA Regulation) explicitly states, in recitals 25 to 31, that: *"(25) The exemptions from liability established in this Regulation should not affect the possibility of injunctions of different kinds against providers of intermediary services, even where they meet the conditions set out as part of those exemptions. Such injunctions could, in particular, consist of orders by courts or administrative authorities, issued in compliance with Union law, requiring the termination or prevention of any infringement, including the removal of illegal content specified in such orders, or the disabling of access to it. (...)"* adding (28) that: *"providers of services establishing and facilitating the underlying logical architecture and proper functioning of the internet, including technical auxiliary functions, can also benefit from the exemptions from liability set out in this Regulation, to the extent that their services qualify as 'mere conduit', 'caching' or 'hosting' services. Such services include, as the case may be, wireless local area networks, domain name system (DNS) services, top-level domain name registries, registrars, certificate authorities that issue digital certificates, virtual private networks, online search engines,*

cloud infrastructure services, or content delivery networks, that enable, locate or improve the functions of other providers of intermediary services." [...]

(29) and that " Intermediary services span a wide range of economic activities which take place online and that develop continually to provide for transmission of information that is swift, safe and secure, and to ensure convenience of all participants of the online ecosystem. For example, 'mere conduit' intermediary services include generic categories of services, such as internet exchange points, wireless access points, virtual private networks, DNS services and resolvers, (...). Whether a specific service constitutes a 'mere conduit', 'caching' or 'hosting' service depends solely on its technical functionalities, which might evolve in time, and should be assessed on a case-by-case basis".

The so-called "DNS" service is a system that makes it possible to a website using its domain name, by converting it into an IP address. Blocking such a service for certain domain names would mean that the service provider would prevent the disputed domain names from being converted into IP addresses. Internet users using these domain name resolution systems would therefore no longer be able to access the disputed sites via this intermediary.

Providers of domain name resolution services, which are expressly covered by the above-mentioned DSA Regulation, notwithstanding any exemptions from liability from which they may otherwise benefit, perform a transmission function.

Dynamic blocking injunctions may be issued against them on the basis of article L. 333-10 of the French Sports Code, in accordance with European Union law.

Contrary Cloudflare's assertions, this transmission function does not necessarily imply storing the transmitted information on its own network or servers. The simple fact of acting as a bridge enabling access to the disputed websites, by translating domain names into IP addresses for example, fulfils the transmission function. If an intermediary can

act in a purely passive, automatic and neutral way to connect Internet domains, it is nonetheless an essential agent in the transmission of data from one domain to another.

Moreover, it is irrelevant whether the services provided by the defendant are 'alternative', since they are providers within the meaning of the legislation. Users' choice to use an alternative service or the service provided automatically by their internet access does not bind the plaintiff as to which companies it may or may not summon to block the disputed sites.

Consequently, Cloudflare, in its capacity as a provider domain name resolution systems, is a technical intermediary likely to contribute to remedying the infringements suffered by beIN Sports France.

It therefore has standing to defend this action. The dismissal is rejected and the plaintiff company's claims are admissible.

II. On violations of rights

Under the terms of Article L. 333-10 of the French Sports Code, enacted by Law no. 2021-1382 of 25 October 2021, *"I.- When serious and repeated infringements of the audiovisual exploitation right provided for Article L. 333-1 of this Code, of the related right of an audiovisual communication provided for Article L. 216-1 of the Intellectual Property Code, insofar as the programme concerned consists of a sporting event or competition, or to a right acquired on an exclusive basis by contract or agreement for the audiovisual exploitation of a sporting competition or event, caused by the content an online public communication service, main purpose or one of the main purposes of which is the unauthorised broadcasting of sporting competitions or events [...]."*

BeIN Sports France had several reports drawn up by a judicial commissioner and by the company TMG, establishing that the websites and IPTV services accessible from the disputed addresses broadcast sporting competitions or events in which it holds a neighbouring right. Article L. 333-10 of the French Sports Code does not require the infringements to be recorded by a judicial commissioner, so beIN Sports France can use the private company TMG to demonstrate the repeated nature of the infringements.

This is how :

- On 20, 24 and 25 October 2024, the website accessible at <sportvls.com>, after automatic redirection to and from the domain name <lshunter.net>, broadcast live matches by D. Kasatkina c. M. Andreeva of the WTA 500 Ningbo Open and Bernarda Pera v. Shuai Zhang and Katerina Siniakova v. Bernarda Pera of the WTA 250 Guangzhou

Open. The statements made by the judicial commissioner and TMG confirm that the images were broadcast using each of the defendants' DNS services. The images recorded on 24 October 2024 include the logo of the channel beIN Sports 4. The images recorded on 20 and 25 October 2024 do not include any logo enabling it to be determined that they are indeed images of the company beIN Sports France.

- On 20, 24 and 25 October 2024, the website accessible at

[<premiertv.watch>](http://premiertv.watch) broadcast live the matches Dariya Kasatkina v Mirra Andreeva from the WTA 500 Ningbo Open and Bernarda Pera v Shuai Zhang and Katerina Siniakova v Bernarda Pera from the WTA 250 Guangzhou Open. The statements made by the judicial commissioner and TMG attest that the images were broadcast using each of the defendants' DNS services. The images recorded on 20 and 24 October 2024 do not include any logo that would make it possible to determine that they are indeed images of the company beIN Sports France.

- On 20 and 25 October 2024, the IPTV service accessible at

[<line.super-signal.com>](http://line.super-signal.com) broadcast live and on replay the Dariya Kasatkina v Mirra Andreeva match from the WTA 500 Ningbo Open on 20 October. The findings of the judicial commissioner and TMG attest that the images were broadcast using each of the defendants' DNS services. The images taken on 20 and 25 October include the logo of the beIN Sports 3 channel.

- On 20 and 25 October 2024, the IPTV service accessible at

[<line.protv.cc>](http://line.protv.cc) was broadcasting live and on replay the Dariya Kasatkina v Mirra Andreeva match from the WTA 500 Ningbo Open on 20 October. The findings of the judicial commissioner and TMG attest that the images were broadcast using each of the defendants' DNS services. The images taken on 20 and 25 October include the logo of the beIN Sports 3 channel.

- On 20 and 25 October 2024, the IPTV service accessible at

[<mrc10.in>](http://mrc10.in) was live streaming the matches Dariya Kasatkina v Mirra Andreeva from the WTA 500 Ningbo Open and Qinwen Zheng v Leylah Fernandez from the WTA 500 Toray pan pacific open tennis. The findings of the judicial commissioner and TMG attest to the fact that the images were broadcast using each of the defendants' DNS services. The images recorded on 20 and 25 October include the logo of the beIN Sports 3 channel.

- On 12 and 17 January 2025, the website accessible at

[<streamendous.online>](http://streamendous.online) broadcast live coverage of RB Leipzig v Bremen and Eintracht Frankfurt v Borussia Dortmund in the Bundesliga. Borussia Dortmund Bundesliga matches. The statements made by the judicial commissioner and TMG attest to the fact that the images were broadcast using each of the defendants' DNS services. The images of 12 January do not contain any logos. On the other hand, the images taken on 17 January 2025 include the DAZN logo, but are not images from one of beIN Sports France's channels.

- On 12 and 17 January 2025, the website accessible at

[<techydeals.online>](http://techydeals.online) broadcast live coverage of RB Leipzig v Bremen and Eintracht Frankfurt v Borussia Dortmund. Borussia Dortmund Bundesliga matches. The findings of the Commissioner of Justice and the TMG company attest that the images were broadcast using each of the DNS services

of the defendants. These images include the DAZN logo, but are not images from one of the beIN Sports France channels. On the other hand, the images taken on 17 January 2025 include the logo of a beIN channel.

- On 12, 17 and 19 January 2025, the IPTV service accessible at *<braveo.tv>* broadcast live RB Leipzig v SV Werder Bremen, Eintracht Frankfurt v. Borussia Dortmund and FC Union Berlin

c. FSV Mainz 05 of the Bundesliga. The statements made by the judicial commissioner and TMG confirm that the images broadcast using each of the defendants' DNS services. The images recorded on 12, 17 and 19 January include the logos of the beIN Sports 5 and beIN Sports 2 channels.

- On 12, 17 and 19 January 2025, the IPTV service accessible at *<evdtv.app>* broadcast live RB Leipzig v SV Werder Bremen, Eintracht Frankfurt v. Borussia Dortmund and FC Union Berlin

c. FSV Mainz 05 of the Bundesliga. The statements made by the judicial commissioner and TMG confirm that the images broadcast using each of the defendants' DNS services. The images recorded on 12, 17 and 19 January include the logos of the beIN Sports 5 and beIN Sports 2 channels.

- On 12, 17 and 19 January 2025, the IPTV service accessible at *<mypanel.be>* broadcast live RB Leipzig v SV Werder Bremen, Eintracht Frankfurt v Borussia Dortmund and FC Union Berlin. Borussia Dortmund and FC Union Berlin

c. FSV Mainz 05 of the Bundesliga. The statements made by the judicial commissioner and TMG confirm that the images broadcast using each of the defendants' DNS services. The images recorded on 17 and 19 January include the logos of the beIN Sports 5 and beIN Sports 2 channels.

For websites *<sporttvls.com>*, *<lshunter.net>*, *<premiertv.watch>*, *<streamendous.online>* and *<techydeals.online>*, beIN Sports France has not demonstrated either any infringement or a single serious infringement of its neighbouring rights by broadcasting images from its television channels, and has not provided proof of the repeated nature of that infringement. Consequently, the court cannot order the blocking of these sites on the basis of Article L. 333-10 of the French Sports Code.

The IPTV services accessible via the domain names *<line.super-signal.com>*, *<line.protv.cc>*, *<mrc10.in>*, *<braveo.tv>*, *<evdtv.app>* and *<mypanel.be>* have as their main objective the broadcasting of sporting competitions over which beIN Sports France enjoys a neighbouring right as an audiovisual communications company. They provide access to data, which is not private correspondence. They are therefore online public communication services.

It is clear from all these elements that the various IPTV services accessible by the names of domain *<line.super-signal.com>*, *<line.protv.cc>*, *<mrc10.in>*, *<braveo.tv>*, *<evdtv.app>* and

<mypanel.be> is seriously and repeatedly infringing the neighbouring rights of beIN Sports France means of a service one whose main objectives is the unauthorised broadcasting of sporting competitions.

beIN Sports France is therefore entitled to request the prescription of measures to prevent or halt the infringement of its related rights in the WTA tournament matches and the Bundesliga championship.

III. On the measures requested

Pleas in law :

The proportionality of the requested blocking measures is disputed by the defendants. **Google** and **Cloudflare** claim that these measures would be unnecessarily complex and costly, given that there are many other ways of blocking access to the disputed sites and that a negligible number of internet users of sporting competitions would use their services. In addition, such measures would be pointless, ineffective and not a deterrent, since the infringements in question would not be irremediable, since it would be sufficient to use a VPN or other alternative DNS service to circumvent the blocking. They also point out that these measures cannot technically be restricted to French territory and necessarily have an international scope, which cannot be proportionate to the infringement of the rights invoked in support of the claims. The defendants also argue that imposing such measures on a few alternative DNS operators would in no way comply with the general principle of EU law that such must be consistent and systematic. They maintain that, in order to be proportionate, such measures must be necessary, the simplest, most economical and efficient, and the least likely give rise to collateral effects.

The defendants also argue that the disputed sites are distributed via Cloudflare's CDN, and that blocking via this tool would therefore make it possible to stop access to the sites in question. In the alternative, the **Google companies** therefore request that blocking measures only be ordered in the event of unsuccessful action against the CDN operator used by the pirate sites. **Cloudflare**, for its part, maintains that it can only carry out the requested blocking via its CDN service, as blocking via its DNS service would be materially impossible.

beIN Sports France contends that the defendants are making assertions. They did not demonstrate that it was materially impossible to implement the blocking measures requested. In addition, the plaintiff maintains Article L. 333-10 of the French Sports Code is autonomous in that it does not derive from European Union law and does not transpose any of the directives cited.

Court's assessment :

Under terms of article L. 333-10 of the French Sports Code, "in order to prevent or remedy a new serious and irremediable infringement of these same rights, the holder of this right may refer the matter to the president of the judicial court, ruling under the accelerated procedure on the merits or in summary proceedings, for purpose of obtaining all proportionate measures likely to prevent or put an end to this infringement, against any person likely to contribute to remedying it.

II. The president of the court may, in particular, order, if necessary subject to a fine, the implementation, for each of the days appearing in the official calendar of the competition or sporting event, within the limit of a period of twelve months, of all proportionate measures, such as blocking, withdrawal or dereferencing, to prevent access from French territory to any online public communication service, identified or unidentified on the date of the said order, unlawfully broadcasting the sporting competition or event or whose main objective or one of whose main objectives is the unauthorised broadcasting of the sporting competition or event. The measures ordered by the president of the judicial court end, for each of the days on the official calendar of the competition or sporting event, at end of the broadcast authorised by the holder of the exploitation rights for that competition or event.

The president of the judicial court may order any publicity measures for the decision, in particular its display or publication in full or in extracts in newspapers or on online public communication services that he or she designates, in accordance with the terms and conditions that he or she specifies."

The Court of Justice of the European Union ruled in *Scarlet Extended v Sabam* (C-70/10) of 24 November 2011 that "as follows from paragraphs 62 to 68 of the judgment of 29 January 2008 in Case C-275/06 *Promusicae* [2008] ECR I-271, the protection of the fundamental right of property, which includes rights relating to intellectual property, must be balanced against that of other fundamental rights.

45 More specifically, it follows from paragraph 68 of that judgment that it is for the national authorities and courts, in the context of measures adopted to protect copyright holders, to ensure a fair balance between the protection of that right and the protection of the fundamental rights of persons affected by such measures.

46 Thus, in circumstances such as those in the main proceedings, the national authorities and courts must, in particular, ensure a fair balance between the protection of intellectual property rights, which holders enjoy, and the protection of the freedom to conduct a business, which operators such as ISPs enjoy under Article 16 of the Charter.(...)

52 On the other hand, that injunction runs the risk of infringing freedom of information, since that system might not sufficiently distinguish between unlawful content and lawful content, with the result that its deployment might have the effect of leading to the blocking of communications with lawful content. Indeed, it is not

contested that the answer to the question of the lawfulness of a transmission also depends on the application of legal exceptions to copyright which vary from one Member State to another. In addition, certain works may, in some Member States, be in the public domain, or they may be made available online free of charge by the authors concerned".

In the UPC Telekabel Wien judgment of 27 March 2014 (C-314/12), the Court of Justice ruled that:

"48 As regards freedom to conduct a business, it must be held that the adoption of an injunction such as that at issue in the main proceedings restricts that freedom.

49 The right to freedom to conduct a business includes, in particular, the right of every undertaking to be able freely to dispose, within the limits of the liability it incurs for its own acts, of the economic, technical and financial resources at its disposal. 50 An injunction such as that at issue in the main proceedings imposes on its addressee a constraint which restricts the free use of the resources at its disposal, since it requires it to take measures which are likely to represent a significant cost for it, to have a considerable impact on the organisation of its activities or to require difficult and complex technical solutions.

51 However, such an injunction does not appear to undermine the very substance of the right of an internet service provider, such as the one at issue in the main proceedings, to freedom to conduct its business."

It follows that a fair balance must be struck between the protection of intellectual property rights, on the one hand, and the freedom of technical intermediaries to conduct their business, and the fundamental rights of their customers, in particular their right to the protection of personal data and their freedom to receive and communicate information, on the other.

Search for this balance implies ruling out any measure providing for absolute, systematic and unlimited control over time, just as the measures must not infringe the "very substance of the right to freedom of enterprise" of technical intermediaries, who must retain the choice of measures to be implemented. To ensure that the measures ordered respect the fundamental rights of all the parties involved, Cloudflare, Google and Quad9 must remain free to choose the technical means by which they will carry out the blocking measures ordered.

Nevertheless, Google and Cloudflare cannot deny beIN Sports France the existence of alternative solutions, even if they are potentially simpler, more effective or less costly.

Nor can they require beIN Sports France to take prior steps with other technical intermediaries. Article L. 333-10 of the French Sports Code does not impose any priority on the addressees of blocking requests. The admissibility of

claims against DNS system providers are not subject to the requirement that Internet access, search engines, VPN service providers, publishers of the disputed sites and others must first be implicated, or that it must be demonstrated that it is impossible to take action against them.

Similarly, the Google companies claim that some of the disputed domain names are already inactive and that there is therefore no reason to block them. However, it is clear from the reports submitted by the plaintiff that the IPTV services at issue can be accessed using an alternative DNS. Furthermore, there is nothing to indicate whether these sites will be blocked for the duration of the competition over which the plaintiff has rights. This argument is therefore not such as to prevent a further order to block these domain names and thus ensure that the infringement of the plaintiff's rights in the competitions in question ceases for the entire duration of those competitions.

The number of Internet users actually using an alternative DNS service to access a site broadcasting the disputed content has no bearing on the plaintiff's right to request the DNS blocking of those sites, since they broadcast content over which it has rights. Without the blocking of the disputed sites by the defendants, beIN Sports France has no possibility of moving towards the complete cessation of the infringement of its rights, an objective defined by article L. 333-10.

Lastly, Google and Cloudflare have not shown that implementing the requested blocking measures and limiting access to them on French territory would entail significant costs for them or would be technically impossible, so that they have not established that the requested blocking measures are disproportionate or would result in an excessive infringement of their rights. Their applications to limit the measures ordered should therefore be rejected.

The plaintiff's choice to target only the main alternative DNS resolvers satisfies the principle of consistency of such a measure, given the large number of such providers, regardless of the fact that these measures cannot be said to be systematic, given that they have so far only been ordered in a limited number of decisions handed down in recent months, with the result that their effectiveness cannot be judged with sufficient feedback.

Consequently, in accordance with provisions of article L. 333-10 of the French Sports Code, the defendant companies will be enjoined to implement and/or ensure the implementation of all measures to access to the disputed IPTV services from French territory by any effective means of their choice.

Furthermore, as broadcasts often take place live, the infringements are of an irremediable nature, article L. 333-10 of the French Sports Code aims to put an end to.

Consequently, as the conditions set out Article L. 333-10 of the French Sports Code have been met, the requests will be granted in accordance with the terms set out in the operative part of this decision, it being noted that it appears proportionate to grant the defendants a maximum period of three days following the service of this judgment to implement the blocking measure ordered, and it being specified that the Court leaves the defendants free to choose the manner in which to proceed with these blockings ("all measures of their own").

The blocking measures will concern the domain names mentioned in the operative part of this judgment, and allowing access to the disputed IPTV services, the wholly or essentially unlawful nature of which has been established. In view of their necessary subordination to a domain name, the measures will extend to all sub-domains associated with a domain name mentioned in this list.

IV. Other requests

a. - Measures concerning services not yet identified

According Article L. 333-10 of the French Sports Code in fine, *"III.-For the implementation of measures ordered on the basis of II relating to an online public communication service that has not yet been identified at the date of the order, and throughout the remaining duration of these measures, the rights holder concerned shall provide the French Authority for Audiovisual and Digital Communication Regulation with the identification data for the service in question, in accordance with the procedures defined by the authority.*

When the authority's authorised and sworn agents mentioned in article L. 331-14 of the Intellectual Property Code ascertain that the service mentioned in the first paragraph of this III is unlawfully broadcasting the competition or sporting event or has such broadcasting as its main objective or as one of its main objectives, the chairman of the authority or, if he is unable to do so, any member of the college of the authority designated by him shall notify the identification data of this service to the persons mentioned in order provided for in II so that they may take the measures ordered with regard to this service for the entire remaining duration of these measures.

In the event of difficulty relating to the application of the second paragraph of this III, the French Authority for Audiovisual and Digital Communication Regulation may ask the services to justify themselves. Without prejudice to such a request, the President of the Court of First Instance may be seised, in summary proceedings or on application, to order any appropriate measure to stop access to these services.

IV.-The French Audiovisual and Digital Communications Regulatory Authority shall adopt model agreements to be signed by the holders of the rights referred to in I, the professional league, the audiovisual communications company that has acquired an exclusive right and

any person likely to contribute to remedying the infringements referred to in I above are invited to enter into an agreement. The agreement concluded between the parties specifies measures they undertake to take to put end to any infringements of the exclusive right audiovisual exploitation of the sporting event or competition and the distribution of the cost of the measures ordered on the basis of II.”

Measures concerning services not yet identified must be requested from the ARCOM in accordance with the procedures set out above and in the operative part of this decision.

b. - Costs and provisional enforcement

The purpose of this case is to prevent infringement of the neighbouring right of beIN Sports France to broadcast sports competitions the very near future. Provisional enforcement is therefore compatible and appropriate to the nature of the case.

The parties should each be ordered to bear their own costs.

FOR THESE REASONS

The court,

Declares beIN Sports France's claims for exclusive audiovisual exploitation rights to the WTA tournament and the Bundesliga competition to **be inadmissible**;

Rejects Cloudflare's plea lack of standing to defend;

Declares admissible the claims of beIN Sports France based on its neighbouring right as an audiovisual communications company;

Notes the existence serious and repeated infringements of the neighbouring rights of beIN Sports France committed by means of various online communication services, one of the main objectives of which is the unauthorised broadcasting of sporting competitions;

Consequently **orders** Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare and Quad9 to implement, at the latest within three days of notification of this decision, all measures to prevent, until the date of the last match of the WTA tournament for the 2024/2025 season, currently set for 10 November 2025, access to the IPTV services identified above and to IPTV sites and services not yet identified at the date of this decision, from French territory, including overseas collectivities, departments and regions, and/or by their users on the basis of a contract taken out in that territory, by any effective means, and in particular blocking domain ; and

the following associated sub-domains, a list of which will be transmitted in CSV format, usable by beIN Sports France, to Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare and Quad9 :

- line.super-signal.com
- line.protv.cc
- mrc10.in

Consequently **orders** Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare and Quad9 to implement, at the latest within a period of three days following notification of this decision, all measures likely to prevent, until the date of the last match in the Bundesliga competition for the 2024/2025 season, currently set for 17 May 2025, access to the IPTV services identified above and to IPTV sites and services not yet identified at the date of this decision, from French territory, including overseas collectivities, departments and regions, and/or by their users on the basis of a contract taken out on this territory, by any effective means, and in particular by blocking the following domain names and associated sub-domains, a list of which will be sent in CSV format that can be used by beIN Sports France to Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare and Quad9 :

- braveo.tv
- evdtv.app
- mypanel.be

Declares that the companies Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare and Quad9 must inform beIN Sports France of the implementation of these measures and, where applicable, of any difficulties that they may encounter

;

Declares that in the event of difficulties in implementing the blocking measures or for the purposes of updating the sites in question, the most diligent party may refer the matter to the court, in summary proceedings or by petition;

Declares that Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare and Quad9 may, in the event of difficulties linked in particular to overblocking, refer the matter to the president of the court ruling in summary proceedings, if necessary at the time indicated, in order be authorised to lift the blocking measure;

Declares that beIN Sports France shall inform Google Ireland limited, Google LLC, Cloudflare and Quad9 of any domain names that it learns are no longer active or whose purpose has changed in order to avoid unnecessary blocking costs;

Reminds that for the duration of the present measures, beIN Sports France may provide French Authority for Audiovisual and Digital Communication Regulation with the identification data of any online public communication service that has not yet been identified as of the date the present decision, illegally broadcasting matches from the WTA Tournament and the

Decision of 02 May 2025 3rd
chamber 2nd section
N° RG 25/03179 - N° Portalis 352J-W-B7J-C7KMY

Bundesliga Championship, for the 2024/2025 season, or whose principal objective or one of whose principal objectives is the broadcasting without authorisation of matches from the WTA Tournament and the Bundesliga Championship, for the 2024/2025 season, for the purposes of implementing the powers conferred on this authority by Articles L. 333-10 III and L. 333-11 of the French Sports Code ;

Orders each party to pay its own costs;

Declares there are no grounds aside provisional
execution.

Done and judged in Paris on 02 May 2025

The Clerk
Alice LEFAUCONNIER

The President
Irène BENAC

Consequently, the French Republic orders and commands all bailiffs, upon request, to enforce the aforementioned decision, the public prosecutors and attorneys general at the courts of law to ensure compliance, and all commanders and officers of the police to lend their assistance when legally required to do so.

In witness whereof, this decision has been signed by the registrar.

